

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Echanges commerciaux de Madagascar	18
Tableau 2 : Commerce bilatéral entre Madagascar et l'Organisation mondiale du commerce (OMC).....	18
Tableau 3 : Commerce bilatéral entre Madagascar et l'Union européenne (UE 28)	19
Tableau 4 : Commerce bilatéral entre Madagascar et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)	19
Tableau 5 : Commerce bilatéral entre Madagascar et le Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP)	20
Tableau 6 : Commerce bilatéral entre Madagascar et Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud (BRICS)	20
Tableau 7 : Commerce bilatéral entre Madagascar et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA).....	21
Tableau 8 : extrait des principaux pays importateurs de Madagascar	21
Tableau 9: Dépenses d'importation de Madagascar.....	23

LISTE DES FIGURES

Figure 1: extrait des principaux importateurs de Madagascar	22
Figure 2: liste des marchés fournisseurs pour un produit importé par Madagascar	24
Figure 3 : Evolution de 1990 à 2010 des exportations, importations et déficit commercial de Madagascar	28
Figure 4 : Evolution de 1975 à 2010 de la croissance économique à Madagascar.....	30

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	1
- PARTIE I : CADRAGE THEORIQUE DE L'ETUDE.....	3
- PARTIE II : APPORTS DU COMMERCE A L'ECONOMIE MALGACHE	17
- PARTIE III : ANALYSE DIAGNOSTIQUE ET PROPOSITIONS DE SOLUTIONS	41
CONCLUSION	56

INTRODUCTION

Actuellement, la mondialisation prend de l'ampleur et gagne tous les pays dans le monde. La planète terre est considérée comme un vaste marché où chaque nation doit miser sur ses potentialités et ses atouts pour faire face à la rudesse de la concurrence. De ce fait, consolider les relations commerciales avec d'autres pays, en fonction des affinités, des ressources et des besoins, s'avère indispensable.

Dans les années 60, Madagascar était encore capable d'assurer l'autosuffisance alimentaire et sa dépendance économique vis-à-vis de l'extérieur était, à l'époque, minime. Pourtant sa croissance économique stagnait. A partir du milieu des années 70 et au début des années 1980, le pays a adopté une stratégie de développement autocentré et interventionniste, mettant l'accent sur l'industrialisation, et en reléguant l'agriculture à un rôle de soutien. Mais nombreux ont été les faits qui ont conduit à la dégradation des termes de l'échange affectant négativement les recettes d'exportation du pays à savoir la forte taxation des importations, le retrait de la zone franc, la stratégie d'investissement publics à outrance mal coordonnée, la nationalisation des entreprises privées, le contrôle des prix et des transactions avec l'extérieur et la taxation des exportations. D'autres problèmes comme l'aggravation du déficit de la balance des paiements entraînant un lourd endettement extérieur et une spirale inflationniste conduisent à des grands déséquilibres macro-économiques, freinant ainsi la croissance économique. Pour faire face à ces déséquilibres, Madagascar a opté pour des mesures de stabilisation financière centrée sur l'ajustement de la demande, et s'est lancé dans le Programme d'Ajustement Structurel (PAS), à partir du milieu des années 1980. Dorénavant, l'accent est mis sur la libéralisation et l'ouverture extérieure. L'idée sous-jacente est que l'élimination des distorsions antérieures et les opportunités qu'offre le commerce international suffiraient à faire décoller l'économie. A terme, le pays a espéré que l'exportation devienne un moteur de la croissance économique.

Madagascar s'est toujours ambitionné de gagner sa place sur le marché mondial afin de devenir une nation prospère réussissant de manière effective à réduire la pauvreté et améliorer la qualité de la vie de sa population. Un des objectifs du Gouvernement malgache est d'augmenter la part de marché conquise par ses opérateurs. L'exemple des pays développés ayant une économie florissante démontre que le commerce est le facteur clé du développement. Etant donné que Madagascar possède plusieurs atouts, elle peut renforcer sa compétitivité et gagner sa place sur le marché mondial. Mais dans quelle mesure le commerce peut-il impacter sur la croissance économique d'un pays ? Pour mieux l'élucider, nous avons choisi le thème : « Contributions du

commerce à l'économie d'un pays: cas de Madagascar ». Dans le but d'apporter des éléments de réponse à la problématique posée, une démarche méthodologique s'impose. Une première étape consiste à survoler les principales littératures portant sur le thème du commerce. Cette première étape sera appuyée par des analyses empiriques concernant l'étude de la relation entre commerce et économie. Ce rappel théorique a été possible grâce à la visite de centres de documentation et de bibliothèques, ainsi que des recherches sur internet. La deuxième phase consiste en l'étude empirique du cas du commerce malgache. Deux étapes sont requises pour l'élaboration d'une telle étude : d'abord à l'aide d'une étape de collecte de données, ensuite à travers des travaux d'analyses personnelles sur la base de ces données. En outre, des recherches en ligne nous ont permis d'acquérir des documents récents afin d'actualiser notre étude.

L'étude se focalisera sur la détermination des avantages comparatifs associés aux exportations malgaches et l'identification des produits susceptibles d'améliorer les échanges. Jusqu'à présent, la croissance économique de Madagascar demeure très faible ; aussi, on va essayer d'apporter des solutions face aux problèmes liés au commerce pour améliorer la situation économique malgache.

La présente étude est articulée en trois parties :

- La première partie est consacrée à la présentation du cadrage théorique,
- Par la suite, la seconde partie analysera les apports du commerce à l'économie malgache
- Quant à la troisième et dernière partie, elle sera axée sur les diagnostics interne et externe en vue d'émettre des suggestions et recommandations pour améliorer le commerce et la situation économique malgache.

Partie I : Cadrage théorique de l'étude

Compte tenu de l'évolution du contexte mondial, la question du commerce et de l'insertion internationale prend de plus en plus d'importance. L'ouverture d'une économie offre plusieurs opportunités. Nous parlerons dans cette première partie des généralités sur le commerce en présentant quelques définitions, un bref historique et la revue de la littérature, et ensuite des relations entre commerce et économie.

Chapitre 1 : Généralités sur le commerce

Ce premier chapitre a pour but d'introduire de manière simple quelques concepts liés au commerce. Nous abordons les définitions du terme dans la première section, puis dans une seconde l'historique du commerce. La troisième section montre les principales théories du commerce et la dernière section parlera de ce qu'il en est du commerce et de la mondialisation.

Section 1 : Eléments de définitions

Le commerce se définit comme étant l'activité économique d'achat et de revente de biens et de services, en particulier l'achat dans le but de revendre avec un profit ou un bénéfice.

Le commerce est le prolongement naturel de l'activité de production de biens et services qui peuvent ainsi trouver un débouché dans la commercialisation en direction des marchés et clients potentiellement intéressés.

Par extension, le terme un commerce est utilisé pour désigner le lieu d'exercice ou l'organisation dans lesquels les participants de cette activité pratiquent leur métier.

Du point de vue juridique, le commerce désigne tout acte qualifié de commercial par la loi. Ainsi, est commerçant en droit commercial (code commercial) toute personne qui fait profession des actes qualifiés de commerciaux par la loi ; ces actes dépendent de chaque nation.¹

Section 2 : Historique du commerce

Primitivement, le commerce renvoie à une réalité où les rapports humains et les échanges économiques se déroulent essentiellement dans un cadre de voisinage géographique. Ultérieurement, le commerce désigne l'activité qui fait circuler les marchandises, à plus ou moins longue distance (voir le commerce au long cours) et les propose à la vente sur les marchés ou les foires. Il implique des transactions passées d'individu à individu, agissant pour compte propre ou représentant un tiers

¹www.wikipedia.org

ou une entreprise, ainsi que toutes les opérations utiles à la concrétisation de l'échange, comme l'appréciation de la valeur d'échange, ou le transfert matériel du bien ou service échangé.

Le commerce est l'une des anciennes et importantes inventions de l'humanité. Il a probablement accompagné l'apparition et les premiers développements de l'agriculture au Néolithique². Certains le considèrent comme l'origine des civilisations de l'écriture, qui aurait pu avoir été inventée (il y a 5500 ans environ) par les commerçants sumériens pour leur comptabilité. L'agriculture primitive aurait été une activité de subsistance, avec dans un premier temps des cultures d'autosubsistances. Puis, sous la pression démographique, les agriculteurs et éleveurs remplacent les chasseurs-cueilleurs. L'utilisation accrue de semences et animaux reproducteurs sélectionnés pour des caractéristiques recherchées, l'usage de la force animale, de différents amendements et engrais autorisent des rendements meilleurs et une production accrue sur de mêmes sols.

Le commerce est ainsi facilité (par le fait que les récoltes dépassent le seuil de subsistance).

Le surplus produit et stocké va favoriser :

- les échanges qui fournissent l'occasion de troquer avec d'autres le surplus de produit non nécessaire.
- la spécialisation des tâches, dans la mesure où il n'est plus nécessaire que l'ensemble de la société se consacre à l'agriculture. Ainsi une partie de la population est en mesure de se spécialiser dans d'autres domaines, tels que la poterie ou la métallurgie (du fer, du bronze, de l'argent, du plomb qui permettront aussi l'apparition de la monnaie-métal...).

La révolution industrielle, les progrès des transports et de la chaîne du froid et des conserves ainsi que la mondialisation des échanges permettent un commerce international plus étendu et rapide.

Enfin, plus récemment, une tendance (qui fait l'objet de vives polémiques notamment de la part des ONG et des pays pauvres^{3,4}) apparaît aux États-Unis à la fin du XXe siècle visant à intégrer les services publics, voire les services écosystémiques dans une approche commerciale, encouragée par un « Accord général sur le commerce des services ». Avec le brevetage d'espèces vivantes (variétés agricoles et d'élevage) et la spéculation sur les propriétés pharmaceutiques (ou pour la chimie verte de plantes et d'autres espèces, éventuellement transgéniques, certains parlent de marchandisation du vivant, y compris du génome humain.

²Le Néolithique est une période de la Préhistoire marquée par de profondes mutations techniques, économiques et sociales, liées à l'adoption par les groupes humains d'un modèle de subsistance fondé sur l'agriculture et l'élevage

Section 3 : Les principales théories du commerce international

Selon les précurseurs de la théorie du commerce international, les échanges internationaux offrent à un pays l'opportunité de dégager un excédent de sa balance commerciale. Les principales théories du commerce international peuvent être distinguées en deux groupes. L'école classique avec Adam Smith³ (fin XVIIIe siècle) et David Ricardo⁴ (fin XIXe s), à laquelle s'ajoute la théorie suédoise du commerce international (début XXe siècle) constituent ce qu'on appelle communément les théories traditionnelles du commerce international. Par contre, Paul Krugman (1958) fut le principal initiateur de la nouvelle théorie du commercial international.

- Les théories traditionnelles du commerce international

La théorie des avantages absolus d'Adam Smith (fin XVIIIe siècle), la théorie des avantages comparatifs de David Ricardo (fin XIXe siècle) ainsi que les prolongements modernes qui en résultent (la théorie des dotations en facteur de HOS, début XXe siècle ; le courant technologique et l'analyse néo factorielle), constituent ce qu'on appelle communément « théories traditionnelles » du commerce international.

❖ La théorie des avantages absolus d'Adam Smith (fin XVIIIe siècle)

L'échange international est mutuellement avantageux si chaque pays se spécialise dans la production du bien où il possède un avantage absolu en matière de coût. L'avantage absolu désigne la possibilité pour un pays de produire un bien avec moins de facteur de production par rapport au reste du monde. Un pays se lance ainsi dans le commerce international en se spécialisant dans la production de biens dont il a l'avantage absolu. Il les échangera ensuite contre d'autres produits. Le commerce international est bénéfique pour tout le monde. Au niveau mondial, une meilleure utilisation des ressources productives est rendue possible grâce à la spécialisation et à la division du travail. L'ouverture des marchés permet en outre d'élever le niveau général de la productivité des pays, engendrant un gain au niveau mondial. Le pays peut ainsi allouer plus efficacement ses ressources. Les consommateurs, de leur côté, gagnent aussi à l'échange grâce à l'élargissement de l'éventail de biens disponibles pour la consommation.

❖ La théorie des avantages comparatifs de David Ricardo (fin XIXe siècle)

La loi des avantages absolus d'Adam Smith (fin XVIIIe s) rencontre quand même des limites. Il se pourrait qu'a priori, un pays ne soit nanti d'aucun avantage absolu. Dans ce cas, devrait-il s'insérer ou non dans le commerce international ? David Ricardo (fin XIXe s) y répond positivement

³Philosophe et économiste écossais des Lumières (1723-1790), père des sciences économiques modernes dont l'œuvre principale intitulée « Recherche sur la nature et les causes de la Richesse des nations » et publiée en 1776 est un des textes fondateurs du libéralisme économique

⁴Economiste britannique (1772-1823), a publié en 1817 son œuvre maîtresse intitulée « Principes de l'économie politique et de l'impôt »

à l'aide de sa théorie de l'avantage comparatif. Selon lui, un pays a toujours intérêt à pénétrer le marché mondial, même s'il semble que celui-ci n'a aucun avantage absolu. Un pays possède certainement un avantage comparatif par rapport à un (ou des) autre(s) pays.

La loi des avantages comparatifs indique que le commerce international est toujours un jeu à somme positive. Les deux pays obtiennent un gain à l'ouverture par référence à une situation initiale de fermeture. Ricardo justifie ainsi la nécessité d'instaurer le libre-échange qui serait la meilleure des politiques commerciales.

L'échange international résulte des différences relatives de productivité. D'après D. Ricardo (Principes de l'économie politique et de l'impôt, 1817), ce n'est pas le niveau des coûts mais leur structure qui gouverne la spécialisation internationale. Même en l'absence d'avantage absolu, la spécialisation peut se révéler avantageuse dès lors qu'un pays qui se spécialise dans la production du bien pour lequel il dispose de la productivité relative la plus forte. Ce sont donc les différences de productivité du travail (quantité produite par heure de travail) qui gouvernent la spécialisation.

D'autres développements théoriques sur le commerce international émergeront de ces deux théories de base. Ces prolongements modernes concernent surtout la théorie de la dotation factorielle de HOS, l'analyse néo factorielle ainsi que le courant technologique.

□ □ *La théorie des dotations en facteur de HOS⁵ (début XXe siècle):*

Cette théorie se situe toujours dans le cadre de la spécialisation internationale. Le facteur déterminant du choix de la spécialisation est cette fois -ci la dotation en facteurs de production. Une économie se spécialise dans la production de biens dont les facteurs intervenant dans sa fabrication sont les plus abondants chez elle. Ce modèle fonde l'échange international sur les différences de dotations relatives des facteurs. Ce point de vue ne s'éloigne pas de celui de David Ricardo (fin XIXe s). L'unique différence réside dans le fait que ce dernier explique les différences de coûts de production entre pays par les différences de productivité (donc de technologies de production). Chez Hecksher et Ohlin (début XXe s), ces disparités trouvent plutôt leurs origines dans les différences de ressources productives entre nations (par des différences de dotations en facteurs de production d'un pays à l'autre, les technologies de productions pouvant être facilement transférées).

⁵Hecksher Eli (1879-1952) économiste suédois, a consacré ses réflexions sur les questions monétaires et le commerce international puis à l'histoire économique

Ohlin (1899-1979) économiste suédois, a construit une théorie économique de l'échange international dans son travail « Interregional and International Trade » (1933)

Samuelson (1915-2009) économiste américain, prix Nobel d'économie en 1970, père de la microéconomie traditionnelle

□ □ **L'analyse néo factorielle**

La thèse de l'analyse néo factorielle n'est pas nouvelle. En fait, ce n'est qu'un prolongement de la théorie des dotations en facteur d'Heckscher- Ohlin (début XXe s). Seule la perception des facteurs de production change. Le fameux paradoxe de Leontief⁶ (1950) donne une parfaite illustration à cette théorie. Ce dernier souligne le caractère paradoxal de la structure des exportations des Etats-Unis. En effet, les Etats- Unis, un pays économiquement développé et donc abondant en facteur à forte intensité capitalistique, exportent surtout des produits à forte teneur en travail mais moins intensifs en capital. Ce résultat semble contredire le principe de spécialisation sur la base de l'abondance des facteurs de production. Ce n'est pourtant pas le cas lorsqu'on tient compte de l'hétérogénéité des facteurs de production mise en avant par les défenseurs de l'analyse néo factorielle. Le facteur travail doit être décomposé en plusieurs niveaux de qualification. Le capital ne doit pas être considéré comme un stock homogène, il faut tenir compte du degré de technologie. Le paradoxe de Leontief s'explique alors par la différence de productivité des travailleurs. Un travailleur américain, plus productif et plus qualifié, vaut trois travailleurs étrangers.

□ □ **Le courant technologique**

Posner⁷ (1961) et Vernon⁸ (1966) en sont les principaux fondateurs. Ils partent des travaux de Schumpeter⁹ (1911) sur les effets de l'innovation. Ils procèdent par l'extension de cette théorie au niveau international pour expliquer la constitution d'avantages comparatifs par le progrès technique. Un pays innovateur, c'est-à-dire disposant d'une avance technique, bénéficie d'un monopole dans la production et dans l'exportation du produit, pendant une période plus ou moins longue. L'avance technologique confère un avantage comparatif au pays considéré en offrant cette situation de monopole. Pourtant le rattrapage par d'autre pays de cet avantage technologique remet en question cette situation de monopole, et par extension, l'avantage comparatif du pays. L'avantage comparatif par l'écart technologique est donc temporaire, mais aussi dynamique. Il faut en outre tenir compte des stratégies de la firme ou du pays, plus que des caractéristiques nationales comme les dotations factorielles.

Cette analyse s'applique aussi bien aux échanges entre pays différents qu'aux échanges entre pays à niveau de développement à peu près similaire. Dans le premier cas, les pays les plus avancés

⁶ Economiste américano-soviétique et lauréat du prix Nobel d'économie en 1973 pour ses travaux sur l'analyse entrée-sortie

⁷ Plus grands représentants du mouvement de l'analyse économique du droit qu'il a aidé à former à l'Université de Chicago

⁸ Economiste américain (1913-1999) connu pour sa théorie du cycle de vie du produit et pour son application au commerce international

⁹ Economiste autrichien (1883-1950) connu pour ses théories sur les fluctuations économiques, la destruction créatrice et l'innovation, auteur d'une Histoire de l'analyse économique parue en 1954

technologiquement disposent d'un avantage à l'exportation de produit à haute intensité technologique. Ils importent alors des biens dont la production requiert des technologies moins sophistiquées. Dans le second cas, chaque pays pourra avoir une avance dans des branches différentes. Ils procèdent ainsi à des échanges croisés dus aux innovations.

Selon Vernon (1966), le processus d'innovation s'effectue suivant trois phases correspondant au cycle de vie du produit :

□□La première phase correspond à l'innovation et à l'introduction du produit par la firme innovatrice. Ici, le coût du produit est encore élevé à cause de la faiblesse de l'échelle de production, et de l'amortissement des coûts de recherche-développement. Le marché intérieur sert d'observatoire et permet d'étudier les réactions de la demande. Elle-même est encore limitée en raison de la cherté du produit.

□□Une seconde phase : celle de la production et de la consommation de masse. De nombreuses firmes entrent sur le marché afin de profiter des nouvelles conditions de croissance. La firme innovatrice perd le monopole sur son marché. Elle cherche alors à acquérir un autre monopole sur les marchés extérieurs afin d'y exporter son produit.

□□La dernière phase équivaut à celle de la maturité des produits. Le marché intérieur du pays innovateur est maintenant saturé. Les firmes nationales produisent désormais le produit sur les marchés étrangers, les coûts de main d'œuvre y étant plus abordables. La firme innovatrice a en outre, intérêt à se désengager peu à peu de la production de ce produit. Elle doit engager des recherches en vue de découvrir de nouvelles innovations. La production de l'ancien produit est alors délocalisée. Souvent le pays innovateur se trouve dans l'obligation d'importer l'ancien produit car il s'est désormais spécialisé dans la production d'un nouveau produit.

Malgré les nombreux avantages que recèlent les théories traditionnelles du commerce international, certains arguments qui les soutiennent peuvent susciter des débats.

Limites des théories traditionnelles :

La notion d'avantage comparatif, la division internationale du travail relèvent du mérite des théories traditionnelles du commerce international. Néanmoins, ces concepts n'expliquent qu'une partie du commerce international. La théorie traditionnelle connaît de nombreuses limites.

Primo, ces théories, notamment celle de la dotation factorielle de HOS (début XXe s), ne permettent pas d'expliquer l'existence des échanges entre pays de niveau de développement comparable, ayant les mêmes dotations factorielles. Des échanges intra branche sont possibles. La différenciation des produits (qualité, variété, etc.) peut être une cause d'échange entre pays. De plus, ces théories ne

tiennent pas compte du commerce entre filiales des firmes multinationales, alors qu'il représente plus du tiers du commerce mondial.

Secundo, ces théories supposent une immuabilité des dotations factorielles, et donc des avantages comparatifs. Elles oublient le progrès technique ainsi que son rôle dans l'évolution des dotations factorielles. Les avantages comparatifs ne sont pas figés ni donnés une fois pour toutes. Elles peuvent évoluer, elles sont donc dynamiques.

Enfin, les théories traditionnelles reposent sur les hypothèses de rendements constants, de concurrence parfaite. Elles affirment que tous les pays qui participent à l'échange y gagnent, et ce de façon égale. En réalité, ces hypothèses sont loin d'être vérifiées : les possibilités d'économies d'échelle du côté de l'offre et d'effets de réseau du côté de la demande font en sorte que les rendements deviennent croissants. La concurrence n'est pas toujours parfaite ; des monopoles peuvent exister. Les différences de rapports de forces entre pays font en sorte que les forts gagnent plus que les faibles.

Face à ces nombreuses critiques émises à l'encontre les théories traditionnelles, et compte tenu des nouvelles motivations des échanges, un certain nombre d'auteur, dont notamment, Paul Krugman (1958), ont apporté un air nouveau aux théories du commerce international à travers les nouvelles théories.

- Les nouvelles théories du commerce international

Les nouvelles théories du commerce international, dont l'initiateur le plus connu est Paul Krugman¹⁰ (1958), ont vu le jour au début des années 80. Leurs apports tournent autour des trois hypothèses suivantes :

- ✓ analyse dans le cadre de la concurrence imparfaite ;
- ✓ les rendements à l'échelle sont croissants ;
- ✓ la différenciation du produit est à la base du commerce international.

❖ *Echanges internationaux et rendements croissants (Krugman, 1958)*

Dans les théories traditionnelles, les avantages comparatifs étaient figés, ce sont aussi ces derniers qui déterminent la spécialisation ainsi que la division internationale du travail. Ces hypothèses sont remises en question par les nouvelles théories. En effet, selon ces dernières, les avantages comparatifs ne sont pas figés mais évoluent. En outre, le commerce international offre des opportunités d'économies d'échelle (aussi bien internes qu'externes A. Marshall (1879)). Ces

¹⁰ Economiste américain ayant obtenu le prix Nobel d'économie 2008 pour avoir montré « Les effets des économies d'échelle sur les modèles du commerce international et la localisation de l'activité économique

économies d'échelle permettent aussi d'expliquer l'existence d'échange entre pays semblables. L'échange permet à chaque pays de produire plus efficacement un registre limité de biens sans sacrifier la variété des biens disponibles. En effet, l'augmentation de la production de l'un des biens génère des gains de productivité, grâce aux économies d'échelle, et donc un avantage comparatif. Mais celui-ci ne résulte pas de différences initiales entre les deux pays puisque par hypothèse ils étaient parfaitement semblables. En revanche, cet avantage comparatif trouve son origine dans la spécialisation elle-même, recherchée pour bénéficier de rendements croissants. C'est pourquoi on qualifie cette explication de « théorie endogène » de l'échange international car c'est la spécialisation et l'échange international qui créent l'avantage comparatif issu du phénomène d'économies d'échelle.

❖ *La différenciation des produits (Krugman, 1979)*

La différenciation des produits d'une même catégorie est une des causes du commerce international. La différenciation peut porter aussi bien sur la qualité du produit (différenciation verticale), que sur la variété des caractéristiques d'un produit identique (emballage, couleur, proximité, etc.), dans ce cas, il est question de différenciation horizontale. Les consommateurs d'un pays peuvent choisir de consommer un bien importé plutôt qu'un autre produit localement même s'ils sont de la même catégorie. Tel est par exemple le cas de consommateurs français qui peuvent choisir d'acquérir une Golf, plutôt qu'une voiture de marque Peugeot. La différenciation des produits a ainsi une influence sur les préférences des consommateurs, et partant, sur la structure des échanges.

❖ *Les firmes multinationales et leur stratégie*

Plus du tiers du commerce international est constitué par les échanges intra branche des firmes multinationales. L'existence de ces firmes ainsi que leur stratégie donne un nouveau dessein à la géographie des principaux pôles d'échanges mondiaux, et à l'évolution des flux d'échanges. Elles entraînent la mobilité internationale des capitaux. En effet, elles peuvent choisir de délocaliser dans les pays étrangers leurs activités, en raison de l'abondance des facteurs de production qui peuvent y exister. Cette stratégie de délocalisation peut aussi, dans certains cas, se substituer au commerce international. Lorsqu'un marché étranger représente un marché potentiel pour une entreprise, celle-ci peut décider d'y délocaliser sa production, au lieu de se borner à l'exportation. Elle évitera ainsi les coûts de transport ainsi que les tarifs douaniers relatifs à l'accès à ce marché.

En bref, les développements théoriques sur le commerce international mettent en exergue les diverses opportunités apportées par les échanges mondiaux. Des perspectives de spécialisation et d'échange entre pays, en vue d'une meilleure allocation des ressources au niveau mondial, sont rendues possibles grâce à la division internationale du travail. Des possibilités d'économie d'échelle et des phénomènes d'apprentissage existent aussi. Ce sont de tels arguments qui ont poussé de

nombreux pays en développement à miser sur le commerce international pour dynamiser leurs économies.

Section 4 : Commerce et mondialisation

La mondialisation suppose des relations entre plusieurs pays. Le commerce est donc pris sous l'angle d'un échange commercial international. Elle consiste en une intégration des économies de tous les pays, des échanges commerciaux, des flux financiers, des échanges d'informations, de courants migratoires, dans le système mondial.

La mondialisation a apporté ses fruits quant à la croissance des nouveaux pays mondialisés, qui ont su et savent en profiter. Les échanges internationaux se sont intensifiés dans le cadre de la nouvelle vague de mondialisation, non seulement les échanges Nord-Nord, mais aussi les échanges Nord-Sud. Entre pays du Nord, la suppression des visas entre ressortissants de certains pays a facilité les échanges. Par exemple, les relations commerciales et économiques qu'entretiennent les deux puissances commerciales mondiales – l'Europe et les Etats-Unis – sont intenses. En effet, elles sont liées par la plus importante relation bilatérale au monde en matière de commerce. Ils sont considérés comme la locomotive de l'économie mondiale. Cette relation commerciale est nettement dynamique. Les échanges entre ces deux puissances ne cessent de s'accroître, ce qui met de côté les pays pauvres désireux de participer au commerce mondial. Les pays du Sud ne sont pas exclus dans cette intensification des échanges entre pays voisins du fait de la multiplication d'associations et de regroupements régionaux à caractère essentiellement commercial et économique. Il en est ainsi des pays d'Afrique, de l'Océan Indien, d'Asie ou d'Amérique Latine. Entre pays du Nord et du Sud, la baisse des tarifs douaniers, la libéralisation des échanges, les progrès techniques en transport et communication, les réformes entreprises par les pays du Sud concernant la libéralisation de l'investissement, la stabilisation et le droit de la propriété constituent autant de facteurs favorables à la multiplication des échanges internationaux.

Chapitre 2 : Commerce et économie

Ce chapitre essaie d'élaborer les liens entre commerce et économie permettant de prendre l'hypothèse que les échanges internationaux pourraient contribuer au développement du pays. Les incidences du commerce sur la croissance économique d'un pays seront donc mises en évidence.

Section 1 : Eléments de définitions

Au départ, l'économie est fortement rattachée à la foi religieuse. Elle se définit étymologiquement comme l'art de maîtriser les patrimoines familiales (OIKOS=maison, cité ; NOMOS=règle). L'objectif premier étant de satisfaire les besoins domestiques. Mais avec le développement du commerce, l'économie se détache progressivement de cette morale religieuse pour devenir autonome.

Le commerce a pour moteur la satisfaction des multiples besoins de l'homme. Les connaissances, la force physique et le temps dont dispose celui-ci ne lui permettent pas de produire seul tout ce dont il a besoin pour vivre. La solution consiste pour lui à organiser et diviser le travail : soit d'une part de produire ce qu'il peut et d'autre part d'échanger ce qu'il produit contre ce dont il a besoin et qu'il ne produit pas lui-même.

Section 2 : Incidences du commerce sur la croissance économique d'un pays

Les échanges commerciaux peuvent jouer un rôle clé dans l'élimination de la pauvreté et la recherche d'une prospérité partagée, dans la mesure où il s'agit d'élargir l'accès des pays en développement aux marchés des pays développés et de soutenir la mise en place d'un système commercial prévisible et réglementé.

Il est établi que les pays ouverts au commerce international connaissent généralement une croissance plus rapide et offrent davantage de débouchés à leur population. Comme l'a souligné la Commission, tous les pays en développement qui ont connu des périodes durables de croissance économique soutenue ont prospéré en s'ouvrant aux marchés mondiaux.

« Les importations participent au développement en remplissant cinq fonctions : la fonction de production, de justification du marché, d'intégration de l'économie nationale, la fonction budgétaire et la fonction de compensation de l'offre locale. »¹¹

¹¹ Michèle Saint Marc (économiste professeur d'université, ancien membre du Conseil de politique monétaire de la Banque de France) Revue économique, Année 1967

« Les ventes extérieures jouent un rôle plus subtil dans le développement que celui des importations. Alors que ces dernières, lorsqu' elles ne sont pas destinées à la consommation, participent avec évidence à la production sinon au développement, les exportations jouent, sous l'aspect de ce que l'on a appelé un voile, le rôle d'un distributeur de revenu. En plus de cette fonction-revenu, les ventes extérieures remplissent une fonction compensatoire. Pourquoi parler de compensation des importations par les exportations plutôt que d'équilibre commercial ? Car dans une économie de sous-développement où règne par définition la pénurie, il ne peut y avoir d'équilibre que de stagnation et non de développement. »¹²

La libéralisation des échanges contribue de plusieurs façons à la croissance. Elle ouvre aux producteurs des marchés plus importants et leur permet d'accroître leur échelle de production, tout en offrant aux consommateurs des produits plus diversifiés et meilleur marché. Elle facilite aussi la circulation des connaissances et procure de nouveaux débouchés pour les investissements. La politique commerciale influe également sur la croissance en déterminant dans quelle mesure les opportunités peuvent être saisies. Mais tous ces effets ne peuvent être optimisés que si d'autres conditions sont remplies, par exemple de bonnes infrastructures et une main-d'œuvre qualifiée.

- **Les échanges et les sources de la croissance économique**

L'expansion des connaissances est la source fondamentale de la croissance économique à long terme. La révolution industrielle et la révolution agricole qui l'a précédée ont fait faire un formidable bond en avant à la productivité. Toutes deux découlaient d'avancées importantes dans la compréhension des lois de la physique, de la chimie, de la biologie et d'autres sciences. Pour que ces connaissances génèrent de la croissance économique, il a fallu les appliquer afin de créer de nouvelles machines, développer les habilités nécessaires à leur utilisation et mettre au point des façons plus efficaces d'organiser la production pour en tirer tout le parti possible. Par exemple, le moteur à vapeur a révolutionné la production et les transports, mais cela a exigé une foule de nouvelles professions et de nouvelles façons d'organiser le travail. Et il a aussi fallu que la société accepte (ou du moins tolère) de tels changements.

Si les nouvelles connaissances stimulent la croissance, quel est le rôle des échanges ? Pour commencer, ils facilitent la transmission des connaissances incorporées dans les biens échangés.

¹² Michèle Saint Marc, Revue économique, Année 1967

Lorsque vous achetez un ordinateur, vous achetez également une partie de la recherche et du savoir-faire qui ont servi à concevoir, à fabriquer et à vendre le produit final et ses multiples composants. Outre les objets matériels, les services « contiennent » également du savoir. Par exemple, lorsque votre ordinateur tombe en panne, si la ligne d'assistance que vous appelez est à l'étranger, vous importez de fait un service après-vente. Les licences constituent une autre façon d'avoir accès à des connaissances : la technologie en tant que telle n'est pas transférée, mais les informations nécessaires pour la recréer ou l'utiliser le sont. De nos jours, dans la plupart des pays, les technologies étrangères représentent l'essentiel de la croissance de la productivité, et ce, d'autant plus que le pays est petit. Ensuite, la libéralisation des échanges accroît la taille des marchés et permet aux entreprises les plus productives de s'y développer. Les entreprises les moins productives non seulement seront incapables de tirer profit de ces nouvelles opportunités, mais la concurrence de nouvelles entreprises peut les forcer à mettre la clé sous la porte. On peut soutenir que le niveau de productivité plus élevé des entreprises exportatrices a peu à voir avec les échanges en tant que tels. En effet, pour pouvoir saisir ces nouvelles opportunités, elles devaient dès le départ être plus dynamiques et productives sur leurs marchés traditionnels. Autrement dit, les entreprises exportatrices procèdent à une sorte d'auto-sélection.

Les échanges encouragent également à exploiter la spécialisation et la division du travail, deux processus qui se déroulaient auparavant au sein de l'entreprise. Dans l'industrie automobile, par exemple, les grandes entreprises fabriquaient elles-mêmes la plupart des pièces des véhicules. Aujourd'hui, le degré d'intégration verticale de l'industrie automobile reste relativement élevé. D'un point de vue économique, cela n'a plus de sens qu'un constructeur automobile essaie de développer lui-même toutes les pièces mécaniques et électroniques dont il a besoin.

La spécialisation s'effectue par conséquent entre les entreprises plutôt qu'en leur sein. Les échanges accroissant la taille des marchés, les entreprises peuvent se spécialiser de façon plus poussée tout en trouvant encore un nombre suffisant de clients. Il en résulte une plus grande division du travail. Cela signifie que même une entreprise originaire d'un petit pays peut réussir dans des activités pour lesquelles son marché national est limité. Mais la division internationale du travail permet aussi aux entreprises des grands pays de réduire leurs coûts et d'augmenter leurs ventes. Dans quelle mesure un pays ou une entreprise peuvent-ils tirer parti des chaînes de valeur mondiales? Cela dépend de ce que coûtent les échanges, non seulement en termes financiers (par exemple les tarifs douaniers), mais aussi en temps (par exemple pour transporter les biens ou remplir les formalités administratives).

- **Les échanges et l'investissement**

Pour tirer parti de la libéralisation des échanges, un pays doit donc investir. Et la libéralisation des échanges lui permet en retour de tirer le meilleur parti de ses investissements. Les pays ouverts aux échanges ont accès à des débouchés plus larges. Il est donc intéressant pour eux d'investir dans des secteurs où les coûts initiaux des équipements sont élevés (les secteurs à forte intensité de capital), car les coûts fixes peuvent être répartis entre un grand nombre d'unités de production.

La libéralisation des échanges facilite aussi l'importation de biens et de services intermédiaires meilleurs marchés produits à l'étranger. Le prix des biens et services d'équipement chute également ; leur production étant concentrée dans un petit nombre de pays, la libéralisation des échanges est essentielle pour y avoir accès. Si certains pays en développement sont devenus des exportateurs à succès, c'est parce qu'ils ont pu bénéficier de biens d'équipement (et de sources de produits intermédiaires) abordables. Dans bien des cas, les capitaux étrangers sont un complément utile à l'épargne locale. La libéralisation des échanges et de l'investissement encourage les entreprises étrangères souhaitant rationaliser leur production et bénéficier d'économies d'échelle à effectuer des investissements directs à l'étranger (IDE). On parle de « contournement des droits de douane » lorsqu'une entreprise investit dans un pays vers lequel il est difficile, voire impossible, d'exporter dans le but de contourner les barrières aux échanges. Cependant, dans ce cas, les investissements ont toutes les chances de servir uniquement à produire des biens destinés au marché local.

- **Les échanges et la pauvreté**

Le commerce n'est pas isolé du reste de la réalité. Mais comment peut-il aider les gens à améliorer leur niveau de vie ? Comment les pays développés peuvent-ils aider les pays en développement à tirer profit des opportunités d'une libéralisation accrue des échanges ? En théorie, quand les entreprises d'un pays peuvent accéder à des marchés étrangers plus grands et plus riches, elles accèdent en même temps à un niveau de demande leur permettant de faire les économies d'échelles suffisantes pour leur apporter une croissance économique durable. C'est particulièrement vrai pour les pays à faible revenu dont les marchés intérieurs sont petits. Mais les échanges peuvent apporter encore plus aux entreprises des pays en développement en leur donnant accès aux technologies essentielles à l'amélioration de leur productivité et de leur compétitivité. La plus grande efficience des entreprises domestiques qui en découle bénéficie aux consommateurs, notamment les pauvres, en faisant baisser les prix. Bien sûr, l'augmentation des exportations doit aller de pair avec celle de la demande en produits importés, sans quoi le pays risque d'accumuler une dette extérieure insoutenable.

L’importance des bienfaits qu’apporte le commerce à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté varie considérablement d’un pays à l’autre. Comparés aux autres groupes de pays en développement, les pays les moins développés (PMA) se sont bien intégrés dans l’économie mondiale, mais le volume et la diversité de leurs exportations n’ont pas progressé autant que pour ces autres groupes. En outre, les pays à revenu faible ou intermédiaire ont démantelé leurs obstacles au commerce au cours des deux dernières décennies, mais ils n’en ont pas tous tiré une croissance soutenue de leurs exportations. Ce déclin de la part des exportations des pays pauvres est préoccupant, d’autant plus que la part globale des exportations des pays en développement dans les échanges mondiaux augmentait dans le même temps de façon spectaculaire. La mauvaise performance commerciale des pays à faible revenu, ainsi que leur difficulté à éradiquer la pauvreté de masse, semble due à des facteurs autres qu’une libéralisation insuffisante des échanges.

Nous avons abordé, dans cette première partie, quelques généralités sur le commerce avec un rappel des principales théories du commerce international, mais aussi un survol des stratégies de développement basées sur le commerce. Les théories traditionnelles du commerce international soutiennent l’idée que l’ouverture à l’échange est préférable à l’autarcie. Les pays ne peuvent perdre à l’échange international malgré une répartition inégale des gains. Le commerce est donc défini comme un jeu à somme positive.

Partie II : APPORTS DU COMMERCE A L'ECONOMIE MALGACHE

Le développement économique constitue le défi majeur de chaque pays. En effet, le développement économique d'un pays peut constituer une condition de son insertion dans le commerce mondial. Le commerce extérieur tient une place prépondérante dans l'économie nationale malgache. Cette deuxième partie se focalisera sur les aspects du commerce malgache en parlant des importations et exportations ainsi que de son avantage comparatif en vue de dégager ses incidences à l'économie du pays.

Chapitre 1 : Enjeux du commerce à Madagascar

Ce chapitre traitera les exportations et des importations malgaches avec ses principaux partenaires commerciaux. Il a pour objectif de dégager les avantages comparatifs de Madagascar au commerce mondial

Section 1 : Structure du commerce

L'économie malgache et les marchés extérieurs

▪ Exportations

Madagascar entretient surtout des relations commerciales avec les continents européen et asiatique. La Grande île effectue également des échanges commerciaux avec les pays des continents américain et africain. Toutefois, l'envergure de telles relations est moindre comparée aux transactions avec les deux continents mentionnés précédemment.

Au niveau des groupements régionaux, l'Union Européenne (UE) reste le groupement privilégié par Madagascar, en matière de commerce international.

Les recettes d'exportation se chiffrent à 1 955 177 en millier de dollar américain en 2015

Les tableaux ci-après illustrent quelques exemples de recettes d'exportation en millier de dollar américain apportés par les échanges commerciaux qu'effectue Madagascar avec l'extérieur :

Tableau 1: Echanges commerciaux de Madagascar

Madagascar exporte vers le monde		
Valeur en 2013	Valeur en 2014	Valeur en 2015
1 626 889	2 243 190	1 955 177

Source : Calculs du CCI sur la base des statistiques de Direction Générale des Douanes de Madagascar

Les recettes d'exportation de Madagascar de 2014 ont connu une hausse par rapport à celle de 2013. Mais en 2015, il y a une différence de 288 013 milliers de dollar comparées à celles de 2014. Les recettes d'exportation varient d'une année à l'autre.

Tableau 2 : Commerce bilatéral entre Madagascar et l'Organisation mondiale du commerce (OMC)

Libellé produit	Madagascar exporte vers l'Organisation mondiale du commerce (OMC)		
	Valeur en 2013	Valeur en 2014	Valeur en 2015
Tous produits confondus	1 549 497	2 143 070	1 943 483

Source : Calculs du CCI sur la base des statistiques de Direction Générale des Douanes de Madagascar

Madagascar entretient des relations commerciales avec l'OMC. Il en est membre depuis sa création en 1995. Ce qui nous confère de nombreux avantages commerciaux et des droits octroyés par cette Organisation, tels que la libéralisation des échanges, la stimulation de la croissance économique, la réduction des coûts sur le plan économique, la protection des gouvernements contre les intérêts des particuliers, la stimulation de bonnes pratiques pour le gouvernement. Les recettes d'exportation générées par les échanges commerciaux avec l'OMC s'élève à 2 143 070 en millier de dollar en 2014. Elles ont augmenté de 593 573 milliers de dollar de celles de 2013. Mais en 2015, ces recettes ont connu de nouveau une baisse de 199 587 milliers de dollar par rapport l'année précédente.

Tableau 3 : Commerce bilatéral entre Madagascar et l'Union européenne (UE 28)

<u>Libellé produit</u>	Madagascar exporte vers l'Union européenne (UE 28)		
	<u>Valeur en 2013</u>	<u>Valeur en 2014</u>	<u>Valeur en 2015</u>
Tous produits confondus	794 866	1 116 473	908 796

Source : Calculs du CCI sur la base des statistiques de Direction Générale des Douanes de Madagascar

L'UE est le premier partenaire commercial de Madagascar. Elle demeure depuis des années la première destination des exportations malgaches. Par le biais des échanges commerciaux avec l'UE, Madagascar a engendré une recette d'exportation de 794 866 milliers de dollar en 2013, 1 116 473 milliers de dollar en 2014. Les recettes de 2015 ont diminué par rapport à celles de 2014.

Tableau 4 : Commerce bilatéral entre Madagascar et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

<u>Libellé produit</u>	Madagascar exporte vers l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)		
	<u>Valeur en 2013</u>	<u>Valeur en 2014</u>	<u>Valeur en 2015</u>
Tous produits confondus	1 164 080	1 677 477	1 408 527

Source : Calculs du CCI sur la base des statistiques de Direction Générale des Douanes de Madagascar

Madagascar entretient des relations commerciales avec l'OCDE. Les transactions réalisées avec ses pays membres se sont avérées tangibles au cours de la période considérée. Cependant en 2015, les recettes ont connu une légère baisse de 268 950 milliers de dollar par rapport à celles de 2014.

Tableau 5 : Commerce bilatéral entre Madagascar et le Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP)

<u>Libellé produit</u>	Madagascar exporte vers le Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP)		
	<u>Valeur en 2013</u>	<u>Valeur en 2014</u>	<u>Valeur en 2015</u>
Tous produits confondus	131 986	171 809	151 880

Source : Calculs du CCI sur la base des statistiques de Direction Générale des Douanes de Madagascar

Madagascar entretient aussi une coopération commerciale avec l'ACP. Les recettes d'exportation sont évaluées à 131 986 milliers de dollars et 171 809 milliers de dollar en 2014. Celles-ci ont connu une légère baisse de 19 929 milliers de dollar en 2015.

Tableau 6 : Commerce bilatéral entre Madagascar et Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud (BRICS)

<u>Libellé produit</u>	Madagascar exporte vers Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud (BRICS)		
	<u>Valeur en 2013</u>	<u>Valeur en 2014</u>	<u>Valeur en 2015</u>
Tous produits confondus	230 118	268 179	330 660

Source : Calculs du CCI sur la base des statistiques de Direction Générale des Douanes de Madagascar

Madagascar entretient des relations commerciales avec les pays BRICS. Les statistiques indiquent un développement récent des relations commerciales Sud-Sud avec les pays BRICS. Les recettes d'exportation n'ont cessé d'augmenter allant de 230 118 milliers de dollar en 2013 jusqu'à 330 660 milliers de dollar en 2015.

Tableau 7 : Commerce bilatéral entre Madagascar et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)

<u>Libellé produit</u>	Madagascar exporte vers le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)		
	<u>Valeur en 2013</u>	<u>Valeur en 2014</u>	<u>Valeur en 2015</u>
Tous produits confondus	53 370	66 351	58 708

Source : Calculs du CCI sur la base des statistiques de Direction Générale des Douanes de Madagascar

Madagascar entretient des relations commerciales avec le COMESA qui compte environ une vingtaine de pays membres. Les transactions effectuées représentent une part non négligeable allant de 53 370 milliers de dollar en 2013 jusqu'à 66 351 milliers de dollar en 2014. Cependant en 2015, les recettes ont un peu diminué à raison de 7643 milliers de dollar par rapport à l'année précédente.

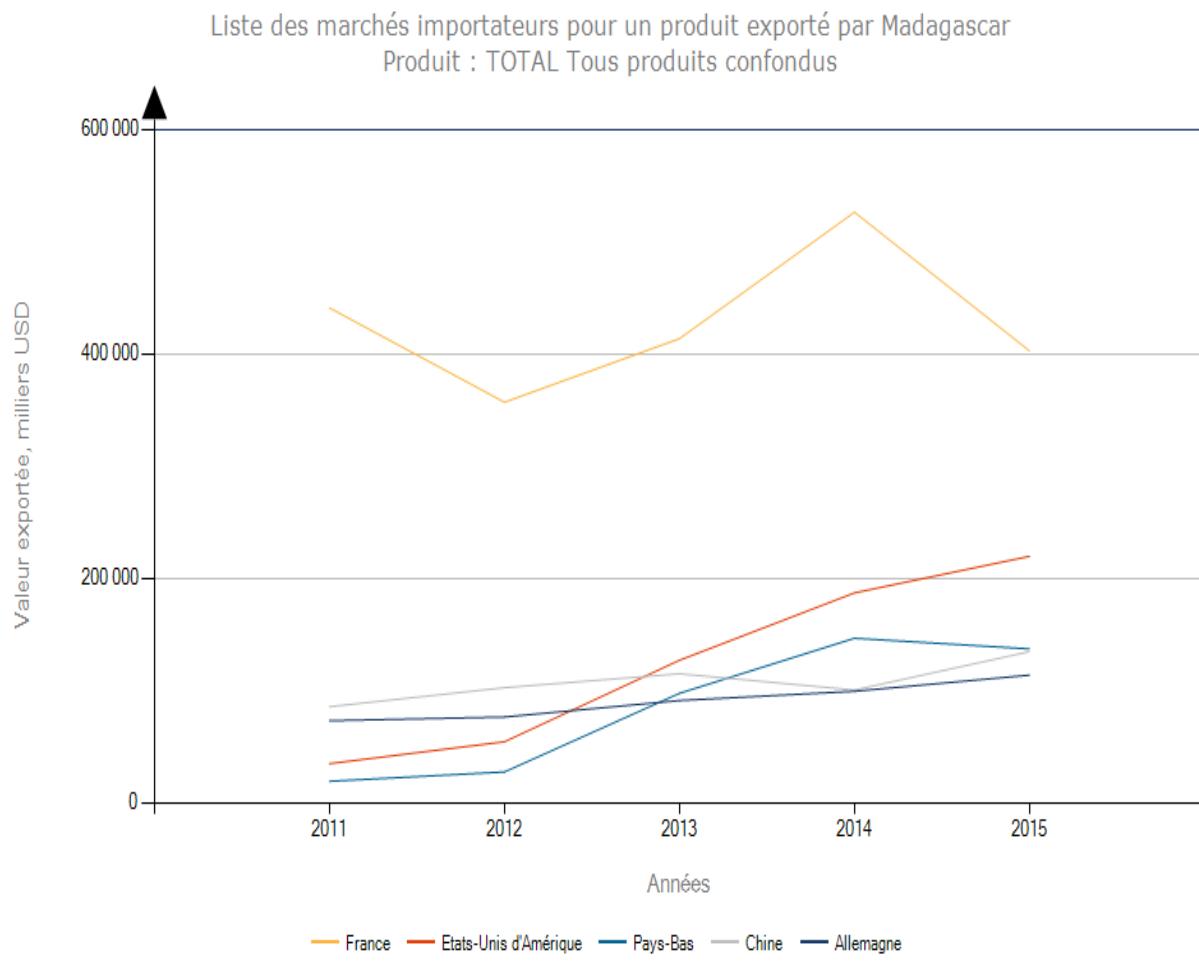
Le tableau et la figure ci-après montrent un extrait des principaux pays importateurs de Madagascar. En 2015, la France demeure le premier partenaire commercial de Madagascar. Les Etats-Unis d'Amérique sont la deuxième destination des exportations. Viennent ensuite le Pays-Bas, la Chine et l'Allemagne.

Tableau 8 : extrait des principaux pays importateurs de Madagascar

<u>Importateurs</u>	<u>Valeur exportée en 2011</u>	<u>Valeur exportée en 2012</u>	<u>Valeur exportée en 2013</u>	<u>Valeur exportée en 2014</u>	<u>Valeur exportée en 2015</u>
Monde	1 259 683	1 224 514	1 626 889	2 243 190	1 955 177
France	441 005	356 917	413 599	526 243	402 649
Etats-Unis d'Amérique	34 841	54 385	126 960	186 984	219 626
Pays-Bas	19 160	27 485	97 531	146 569	137 160
Chine	85 596	102 560	114 942	100 455	134 644
Allemagne	73 055	76 457	91 135	99 364	113 692

Source : Calculs du CCI sur la base des statistiques de Direction Générale des Douanes de Madagascar

Figure 1: extrait des principaux importateurs de Madagascar



Source : www.trademap.org

Les principaux groupes de produits exportés

Trois groupes de produits forment les principales marchandises exportées de Madagascar à savoir les produits textiles incluant divers articles d'habillement, les produits d'origine végétale, constitués par exemple par les gousses de vanille, les produits d'origine animale, surtout les crevettes et autres crustacés congelés. Ces trois produits génèrent le maximum de revenu d'exportation. Outre les trois grands groupes de produits, Madagascar exporte également d'autres marchandises. L'exportation de produits minéraux, constitués notamment de produits pétroliers et de ses dérivés, génère environ les 8%¹³ des recettes totales. Celle d'aliments préparés qui incluent des préparations à

¹³ www.trademap.org

base de poisson, de sucre et de cacao, rapporte environ 5%¹⁴ des recettes. Les groupes de marchandises restants concourent chacun pour un très faible pourcentage.

▪ Importations

Les dépenses d'importation en 2015 s'élèvent à 2 729 141 en millier de dollar américain.

Tableau 9: Dépenses d'importation de Madagascar

<u>Libellé produit</u>	<u>Valeur importée en 2011</u>	<u>Valeur importée en 2012</u>	<u>Valeur importée en 2013</u>	<u>Valeur importée en 2014</u>	<u>Valeur importée en 2015</u>
Tous produits confondus	2 730 469	2 658 987	2 699 415	3 354 796	2 729 141

Source : Calculs du CCI sur la base des statistiques de Direction Générale des Douanes de Madagascar

Les principaux partenaires commerciaux

Les importations de Madagascar proviennent essentiellement de trois continents : l'Asie, l'Europe et l'Afrique. Les importations en provenance de l'Asie sont les plus importantes. Par exemple, les importations en provenance de la Chine se chiffrent à 503 968 milliers de dollars US en 2015¹⁵, en ce qui concerne les produits en provenance de la France, ils sont évalués à 172 357 milliers de dollars US¹⁶. L'Afrique du Sud et l'île Maurice sont les principaux pays africains partenaires de Madagascar en matière d'importation. Ces deux pays sont membres des groupements régionaux auxquels Madagascar a adhéré. Les produits importés concourent à 129 409 milliers de dollars US¹⁷ pour l'Afrique du Sud et à 94 793 milliers de dollars US¹⁸ pour l'île Maurice.

¹⁴ www.trademap.org

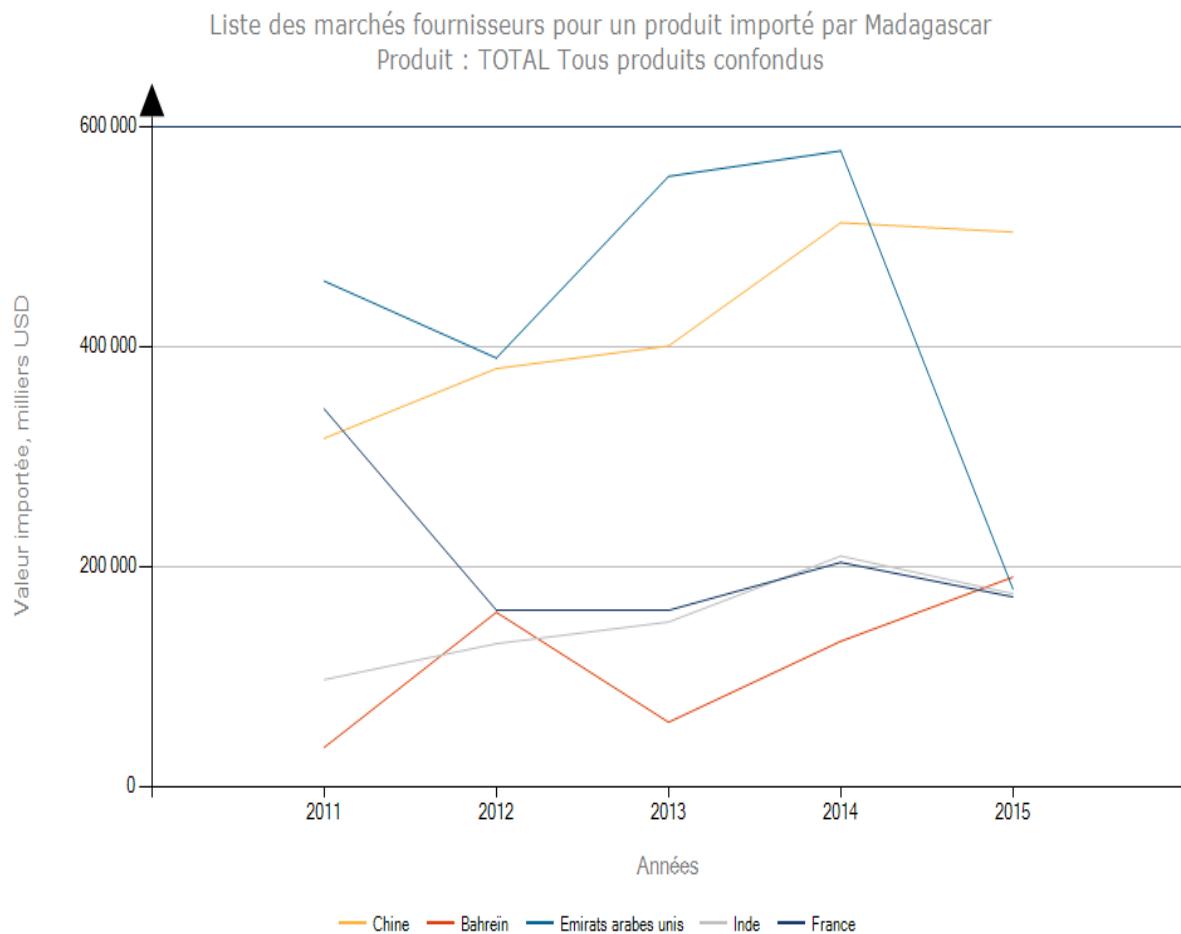
¹⁵ www.trademap.org

¹⁶ www.trademap.org

¹⁷ www.trademap.org

¹⁸ www.trademap.org

Figure 2: liste des marchés fournisseurs pour un produit importé par Madagascar



Source : www.trademap.org

Les principales marchandises importées

Madagascar importe principalement des produits minéraux, dont des produits pétroliers et dérivés, des produits textiles constitués surtout de tissus en coton, et de la machinerie incluant entre autres des ordinateurs, des engins de construction de route et des équipements électriques. Ces trois groupes de produits mobilisent respectivement les 20%, 17% et 14% ¹⁹des dépenses totales d'importation.

L'importation de véhicules de transport de personnes et de biens, celle de médicaments et produits thérapeutiques et celle de produits métalliques nécessitent respectivement 8%, 7% et 6%²⁰ des

¹⁹ www.trademap.org

²⁰ www.trademap.org

dépenses. Mais bien d'autres produits associés à de plus faibles pourcentages complètent également la liste des importations malgaches en provenance du marché mondial.

Section 2 : Compétitivité et Avantage comparatif

On peut noter l'existence d'avantages comparatifs des exportations malgaches au niveau des produits textiles, des produits d'origine végétale et ceux d'origine animale relativement aux exportations totales.

Les avantages comparatifs relatifs d'une trentaine de sous-groupe de produits semblent également se préciser. Ceux associés aux sous-groupes des minéraux et cendres, du matériel végétal pour la vannerie et du café, thé, épices apparaissent les plus importants. Ceux des articles et accessoires d'habillement tricotés ou non, des fruits et noix comestibles ainsi que des préparations alimentaires à base de viande, poisson ou fruits de mer les suivent de près. Les sous-groupes des produits d'origine animale et des pièces des appareils d'aviation sont exportés avec les plus faibles avantages comparatifs relatifs.

Cependant, la part de Madagascar dans le commerce international demeure très limitée. Sa balance commerciale est déficitaire, depuis des années du fait que les exportations n'arrivent pas à couvrir les importations. Les avantages offerts par les organisations liées au commerce restent peu exploités. Dans le budget de l'Organisation mondiale de commerce (OMC) par exemple, Madagascar ne contribue qu'à hauteur de 0,015%²¹ en 2015. Les États-Unis, l'Allemagne et la Chine y contribuent le plus, respectivement à hauteur de 11,70%, 8,55% et 7,67%²². Au niveau des échanges, le commerce extérieur de Madagascar s'élève à 1 943 483 milliers de dollar US²³. Le montant des flux commerciaux de Madagascar enregistre une légère baisse de moins de 2% par rapport à celui de 2014. Une très faible diversification des produits exportés ainsi que des pays d'exportation sont à l'origine de cette situation.

²¹ www.trademap.org

²² www.trademap.org

²³ www.trademap.org

Chapitre 2 : Caractéristiques de l'économie malgache

Ce chapitre nous permet de comprendre la situation économique et commerciale à Madagascar en vue de dégager les relations entre croissance économique et commerce malgache. Il met en évidence les atouts et les potentiels à valoriser ainsi que les avantages des échanges internationaux.

Section 1 : Contexte économique et commercial à Madagascar

Madagascar couvre une superficie de 587 295 Km². Située dans l'Océan indien, la Grande île est connue pour sa richesse en biodiversité, et offre une grande diversité climatique et géologique ; cependant ses richesses sont encore mal exploitées et mal valorisées. Du point de vue administratif, Madagascar est découpée en 22 régions issues des six anciennes provinces. Les déplacements sont longs et complexes en raison d'un relief accidenté dans la majeure partie du territoire et d'une infrastructure routière en mauvais état. L'île apparaît comme l'un des pays les plus pauvres du monde. « Madagascar occupe une nouvelle fois le cinquième rang du classement des pays qui produisent le moins de richesses par habitant en 2015, avec un PIB par habitant de 392,6 dollars. L'Ile Rouge a cette année un produit intérieur brut de 9,5 milliards de dollars pour une population de 24,2 millions d'habitants »²⁴. D'après la Banque mondiale, 81,8% des Malgaches vivent sous le seuil de pauvreté.

Madagascar dispose d'un grand potentiel économique, illustré notamment par une réserve inestimable et variée de matières premières destinées à la production et à l'exportation. Malgré cela, les crises sociopolitiques qui frappent régulièrement le pays ont ralenti le développement des différents secteurs clés et ne permettent pas d'établir une croissance économique soutenue et durable. Sur le plan commercial, le pays enregistre un déficit structurel de la balance courante. Malgré le développement récent des autres secteurs, Madagascar reste en effet un pays à vocation agricole et exporte en grande partie des produits bruts et semi-transformés. Plus de 80% de la population travaille dans le secteur primaire qui ne contribue cependant qu'à 28% du PIB.

Depuis une vingtaine d'années, l'économie malgache et ses exportations connaissent un début de diversification. C'est ainsi que le tourisme, les ressources halieutiques et le textile sont devenus les principales sources de devises du pays.

« Madagascar affiche une performance économique décevante depuis au moins cinq décennies. La croissance économique reste trop faible et, quand elle a lieu, insuffisamment partagée pour donner

²⁴ www.journaldunet.com

lieu à une réduction significative de la pauvreté. Or la croissance n'est plus un phénomène rare dans le monde: c'est le déclin qui l'est devenu. Sur les 155 pays pour lesquels une mesure est disponible, seulement 19, dont Madagascar, ont connu une régression économique cumulative pendant les vingt dernières années (mesurée par le PIB par tête en termes réels). Les 136 autres pays ont connu au moins une croissance positive : 80 d'entre eux ont connu une croissance de plus de 50% du PIB par tête en 30 ans, et 35 ont au moins doublé leur PIB par tête.

La performance économique de Madagascar le place juste derrière le Libéria et République Démocratique du Congo (RDC). Ces deux pays, à la différence de Madagascar, ont sombré dans une période prolongée de conflit violent, mais ont malgré tout redécouvert la croissance récemment (plus de 30 pourcent pour le premier, plus de 15 pour le second depuis 5 ans). Pour Madagascar, au contraire, le revenu par habitant en 2012 a chuté pour atteindre son niveau de 2003. Cette situation fait de Madagascar le pays le moins performant parmi tous les pays du monde qui sont en paix. »²⁵

➤ Généralités sur l'évolution du commerce extérieur de Madagascar

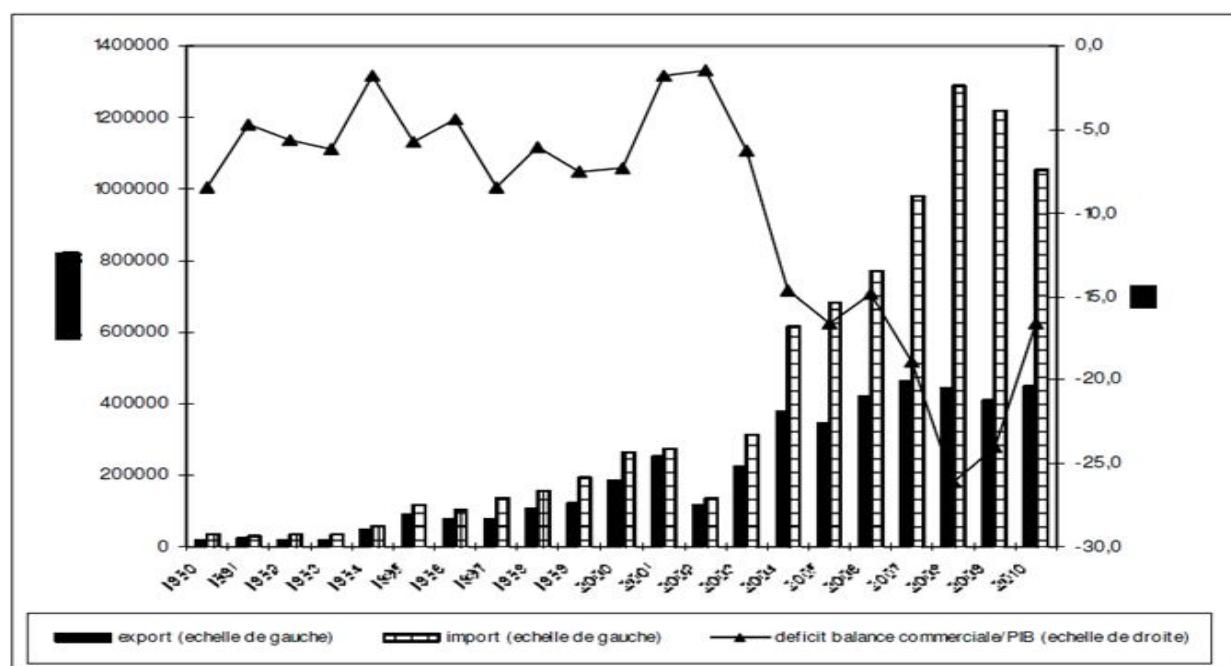
Généralement, le commerce extérieur de Madagascar est marqué par un déficit chronique de sa balance commerciale. Ce déséquilibre commercial est un fait ancien. Depuis la colonisation jusqu'à nos jours, soit pendant plus d'un siècle, on n'a enregistré que quelques années pendant lesquelles le commerce extérieur malgache présentait un solde positif. Il s'agit de celles précédant ou suivant les grands conflits mondiaux, c'est-à-dire les deux grandes guerres mondiales (intense activité dans les secteurs de l' « approvisionnement » à la veille de ces crises internationales, obligeant de la part des nations européennes et/ou américaines de gros achats afin de constituer d'importants stocks et la reconstitution de ceux-ci au lendemain des guerres). Le retour à une situation économique internationale normale a toujours fait réapparaître le déficit. Ce dernier vient du fait que les produits de la vente des biens et services échangeables de Madagascar sur le marché international ne couvrent qu'une partie de ses besoins d'importations. En effet, la gamme des produits vendus par Madagascar à l'étranger est très caractéristique d'un pays faiblement industrialisé qui n'exporte que des produits bruts issus de son sol ou de son sous-sol, tandis que le pays doit acheter sur le marché international, non seulement les matières premières (surtout les combustibles) et les biens d'équipements nécessaires au développement industriel, mais aussi certains produits alimentaires et de consommation pour les besoins de la population.

²⁵ MADAGASCAR : Pour un dialogue sur les enjeux du développement, Unité Communication, AFRSC, Banque mondiale-Bureau de Madagascar, sous la supervision d' Erick Rabemanoro, 2013

Depuis 1975, l'évolution de l'exportation de Madagascar a été irrégulière et a connu de fortes amplitudes. Ainsi, de 1975 à 1985, Madagascar a enregistré globalement une baisse continue de ses exportations. Cette décélération a été considérée comme le résultat de l'application des politiques macroéconomiques incohérentes qui a engendré une baisse de la compétitivité sans précédent de l'économie nationale. Toutefois, l'amplitude de la variation durant cette période a été moyennement faible.

Après l'adoption par Madagascar de la politique d'ouverture économique dans le milieu des années 80, l'exportation a retrouvé sa vigueur, mais son évolution en dent de scie continue et l'amplitude de sa variation s'agrandit. Ainsi, l'exportation a commencé à se développer dans les années 90. Cependant, c'est surtout à partir de l'année 2000 qu'un signe d'intensification des échanges de Madagascar avec l'extérieur est observé. Parallèlement à cette évolution, le déficit commercial du pays se creuse. Ce déséquilibre s'est notamment accentué depuis 2004, suite, entre autres, à la hausse des prix de l'énergie, à la hausse des prix alimentaires sur le marché international (crise alimentaire), aux effets consécutifs de la détaxation de certains biens d'équipements, à la mise en place des grands projets miniers et à la crise sociopolitique depuis 2009.

Figure 3 : Evolution de 1990 à 2010 des exportations, importations et déficit commercial de Madagascar



Source : INSTAT, calculs des Auteurs

➤ Généralités sur la croissance économique à Madagascar

Depuis 1975, le taux de croissance de Madagascar, à l'instar des pays d'Afrique, connaît une évolution non régulière, montrant que le pays a du mal à trouver un sentier de croissance durable. Pourtant la courbe de tendance indique une croissance positive mais lente pour la période sous revue. Ainsi, au cours de la sous-période 1975-1982, Madagascar a connu un taux de croissance moyen négatif, malgré l'effet de la politique de l'investissement à outrance de 1979, entraînant un taux exceptionnel de 9,8%²⁶. Cette sous-période s'est caractérisée par la mise en place d'une économie administrée, qui se manifeste par la fixation des prix et l'implication forte de l'Etat dans l'activité économique. De 1983 à 1987, Madagascar a enregistré une croissance économique moyenne de +1,4%²⁷, mais largement inférieure au taux de croissance moyen de la population d'environ 2,8%²⁸. Durant cette période, l'Etat a commencé à se désengager de l'activité économique suite à la mise en œuvre d'une politique de stabilisation et d'un Programme d'Ajustement Structurel (PAS), négociés avec les bailleurs de fonds. De 1988 à 1990, le pays a commencé à collecter les fruits des mesures prises consécutives à la mise en place d'une économie de marché et à l'ouverture économique avec l'extérieur. L'économie malgache a renoué avec la croissance qui a atteint une moyenne de +3,5%²⁹ sur cette sous-période. Cependant, la crise politique de 1991 a plongé de nouveau le pays dans une récession.

Ce bouleversement de l'économie ne s'est arrêté qu'en 1995, à la suite de la mise en place en 1994 de la politique de « flottement » de la monnaie nationale, entraînant une perte de plus de 50% de sa valeur. Finalement, à partir de 1996, le pays a connu un début de croissance économique forte, mais malheureusement freinée par les deux crises de 2002 et de 2009. Ces deux crises ont bouleversé l'économie malgache en entraînant la chute du PIB.

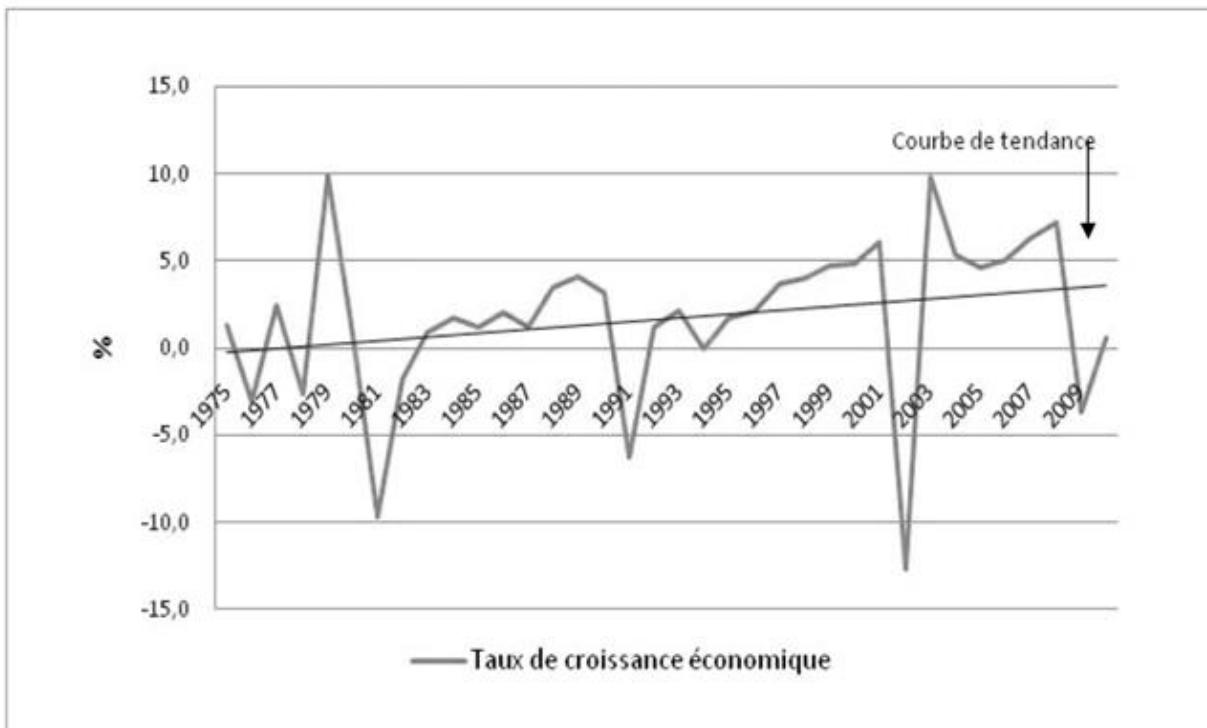
²⁶ www.instat.mg

²⁷ www.instat.mg

²⁸ www.instat.mg

²⁹ www.instat.mg

Figure 4 : Evolution de 1975 à 2010 de la croissance économique à Madagascar



Source : INSTAT, calculs des Auteurs

Section 2 : Climat d'investissement à Madagascar

Le gouvernement déploie beaucoup d'efforts pour améliorer l'environnement de l'investissement à Madagascar. L'augmentation des investissements avec une priorisation des infrastructures de base pour favoriser les investissements nationaux et étrangers figure dans la stratégie globale de développement de l'économie malgache. La politique d'investissement met en exergue, entre autres, le soutien de l'initiative privée pour rehausser la confiance des investisseurs. Des dispositions réglementaires assurent la liberté pour les nationaux et étrangers de faire des investissements, la sécurisation des capitaux investis, l'indépendance dans le fonctionnement de l'entreprise et la gestion du personnel, pourvu que cela respecte le Code de Travail et de la Prévoyance Sociale en vigueur à Madagascar. Elles sont renforcées par l'amélioration de l'accès des étrangers à la propriété foncière, la mise en vigueur de régimes fiscaux favorables aux activités économiques orientées vers l'exportation et des lois relatives aux investissements.

La perception des acteurs évoluant dans l'environnement des investissements à Madagascar est très importante pour le développement des activités économiques. Une bonne appréciation révèle un climat favorable à l'expansion des affaires.

Une étude effectuée par The Service Group international economic consulting (TSG) en 2006, sur la base de critères de choix d'implantation des investisseurs, souligne que les coûts relativement bas de la main d'œuvre et de la construction à Madagascar, comparés à ceux des pays d'Afrique Subsaharienne, et l'assistance effective du guichet unique de facilitation des investissements (GUIDE) à l'établissement des zones franches, constituent entre autres, des facteurs positifs pour attirer les investisseurs étrangers à Madagascar.

Les résultats de l'analyse suggèrent que, dans l'ensemble, les entreprises implantées à Madagascar ont une bonne appréciation du climat des affaires qui règne dans la grande île. Les unités de production, à majorité de petite taille, évoluent dans des conditions plus ou moins proches de la concurrence, bien que la situation soit affectée par l'ampleur du secteur informel, le favoritisme et la corruption. Les entreprises de grande taille jugent le climat des affaires à Madagascar favorable à l'investissement et trouvent intéressante l'idée de créer des filiales dans d'autres localités, en dehors de la capitale. Cependant, elles demeurent perplexes face à la défaillance de l'offre en énergie, la difficulté de trouver une main d'œuvre qualifiée, la sécurisation de l'investissement et la faiblesse du pouvoir d'achat dans ces nouvelles localités. Certaines grandes entreprises déplorent le comportement malversant du personnel. Cependant, un bon nombre de sociétés reconnaissent l'adhésion des travailleurs au succès et à la survie de l'entreprise, et apprécient la promptitude et la position impartiale de l'administration à réagir à toute infraction aux règlements.

Des contraintes liées à la culture des différents acteurs évoluant dans le secteur économique affectent, toutefois, le climat d'investissement à Madagascar. En effet, la défaillance de l'administration au niveau du sens des services publiques, générant un climat de méfiance et de suspicion parmi les investisseurs, le comportement peu accommodant de certains opérateurs et investisseurs nationaux et étrangers, la qualité et la culture de la main d'œuvre locale, l'attachement profond aux us et coutumes de la communauté, la valeur associée par les communautés locales aux investissements effectués par l'Etat et leur comportement vis-à-vis de ces réalisations, constituent des facteurs négatifs à la promotion de l'investissement à Madagascar et handicapent l'atteinte des objectifs de croissance économique (CREAM, 2005).

L'établissement d'une agence de promotion des investissements efficace s'avère alors indispensable. La réforme du secteur agricole et de l'environnement des industries agricoles apparaît essentielle, consolidée à travers un meilleur accès à l'information, aux techniques culturales améliorées, aux certifications et normes d'exportation et aux marchés domestiques et internationaux.

L'amélioration de la disponibilité en énergie électrique et l'accès aux crédits sont, entre autres, des points qui méritent une réelle attention pour attirer les investisseurs étrangers (TSG, 2006).

Section 3 : Aperçu des relations entre croissance économique et commerce à Madagascar

La croissance économique est un phénomène extrêmement complexe, et si le commerce y contribue, il interagit avec de nombreux autres paramètres. La spécialisation, les échanges, une infrastructure efficace et une main-d'œuvre qualifiée caractérisent d'ordinaire les économies prospères en expansion où les niveaux de vie sont élevés. Par conséquent, les échanges sont une condition nécessaire mais non suffisante de la croissance. Par exemple, il ne sert à rien d'importer une nouvelle technologie si personne n'est en mesure d'en assurer la maintenance. Et avoir accès aux marchés agricoles internationaux n'a pas de sens si les produits ne peuvent pas être entreposés et transportés correctement.

Il n'est pas toujours facile de déterminer si, dans une situation donnée, les échanges sont une cause ou un effet de la croissance, ou les deux simultanément. Nous savons en revanche que les échanges facilitent la diffusion des idées nouvelles, des produits nouveaux et des nouvelles façons de faire les choses.

Madagascar se trouve dans le groupe des pays ayant une croissance moyenne faible de ses exportations et de sa croissance économique. L'exportation n'arrive pas à influencer la croissance économique, du fait de la faiblesse et de la rigidité de l'offre des produits à exporter d'une part, et, d'autre part, du manque d'investissement dans le secteur d'exportation. Or l'instabilité de l'exportation pourrait avoir un impact négatif sur la croissance.

Toutefois, la Grande Ile tient quand même une grande place dans l'exportation. Déjà, elle est le 1er producteur de litchis et de la vanille dans le monde. A cet effet, l'exportation de produits à l'étranger participe au développement de l'économie locale. Comme par exemple, nous exportons plus de girofle en Asie et en Inde. Et notre vanille joue un rôle considérable sur marché aux Etats-Unis où les demandes sont nombreuses. Madagascar base son économie sur l'agriculture, l'aquaculture, le tourisme, l'industrie alimentaire et manufacturière. Le commerce est un secteur qui contribue considérablement à la formation du PIB en 2015. Le commerce constitue un levier de développement économique et social pour Madagascar.

- **Exemples de quelques filières pouvant contribuer au développement de l'économie nationale :**

- **Litchi, un produit plein d'avenir, et un bon moyen de redynamiser l'économie nationale**

« LE COMMERCE DU LITCHI PORTE SES FRUITS À MADAGASCAR .Depuis 1998, la Commission européenne soutient le développement et la structuration du commerce du litchi de Madagascar. Ce pays couvre 70 % des demandes du marché européen pendant la période de Noël, un marché lucratif représentant quelque douze millions d'euros.

Les importateurs européens ont adapté le commerce du litchi à la demande de fruits exotiques lors des fêtes de fin d'année, de telle sorte que les volumes de litchis importés de l'océan Indien (dans l'hémisphère sud) à cette période de l'année représentent aujourd'hui environ 80 % du total annuel des importations de ce fruit. Actuellement, Madagascar détient environ 70 % de ce marché. À Madagascar, le commerce du litchi se concentre autour de Tamatave, une région située sur la côte orientale de l'île. Occupant une trentaine de milliers de producteurs, cette activité saisonnière contribue largement à réduire la pauvreté dans la région, notamment en apportant une source de revenus financiers bienvenus à une période particulièrement propice aux dépenses.

L'Union européenne contribue à renforcer les avantages comparatifs de Madagascar sur ce marché, en aidant à structurer ce secteur de façon à améliorer la qualité des produits.

Ainsi :

- | les cultivateurs ont accès à des plantes de qualité, provenant de souches locales ou importées, et bénéficient de conseils techniques destinés à garantir le volume et le calendrier des récoltes;
- | les préparateurs sont formés aux opérations qui suivent la récolte, telles que le sulfatage, le tri automatique, etc.;
- | des informations fiables sont transmises à ces derniers afin de les aider à améliorer leurs relations commerciales : des informations sont communiquées sur le rendement des arbres, les quantités produites, le calendrier des récoltes, la qualité des produits, etc.;
- | la transformation et le traitement des plantes sont conformes aux réglementations communautaires en matière de traçabilité et de sécurité alimentaire;
- | les exportateurs bénéficient d'une assistance spécifique pour les aider à respecter les normes commerciales telles que GlobalGap, Bio, etc.;
- | des campagnes de communication et de promotion du litchi de Madagascar visent améliorer l'image de ce produit et à en faciliter l'accès à de nouveaux marchés;
- | de nouveaux produits à base de litchi sont élaborés et testés afin d'accroître la valeur

ajoutée et la rentabilité du secteur. »³⁰

Les producteurs de litchi s'efforcent d'améliorer leurs produits en plantant de nouvelles variétés plus robustes, aptes à résister aux changements climatiques, et offrant des fruits de qualité supérieure. A titre d'exemple : si le diamètre standard minimum pour l'exportation est de 29mm, les litchis de ces variétés nouvelles peuvent atteindre jusqu'à 53mm. Les nouvelles variétés chinoises avec des noyaux plus petits, peuvent limiter les déchets jusqu'à 15% seulement, contre 55% pour les autres variétés à gros noyaux³¹.

La filière litchi a un potentiel important pour ce qui est de l'économie du pays et représente une source de revenu pérenne, en plus plein d'avenir car les arbres peuvent produire jusqu'à 800ans. La demande est élevée, et la qualité du litchi malgache fait honneur à sa réputation. De plus, les producteurs n'utilisent pas d'engrais chimique, ce qui contribue grandement à lui apporter une autre qualité : le bio, qui est de plus en plus demandé de nos jours.

➤ **La filière vanille**

Madagascar fait partie des pays les plus grands producteurs de vanille au monde. La vanille naturelle est un produit encore très recherché malgré l'alternative de la vanilline synthétique. Madagascar doit améliorer la qualité de ce produit pour qu'il puisse être compétitif et recherché sur le plan international. La vanille malgache a bénéficié d'une renommée internationale durant des années. La qualité de la vanille n'est pas l'affaire des planteurs seuls, tous les acteurs de la filière vanille sont concernés. La question de sécurité oblige souvent les planteurs à récolter les gousses immatures, qui donneront de la vanille de mauvaise qualité. Il est important de trouver un ensemble de solutions efficientes et durables sur le problème de la vanille qui est un secteur de grande importance dans l'économie nationale de notre pays. La vanille a rapporté, par le passé, le plus de devises parmi les autres produits de rente. Si aujourd'hui d'autres produits nous apportent également des devises, la vanille a toujours sa place. Il convient cependant de soigner ce produit pour qu'il ne perde pas de sa valeur.

➤ **Le poivre, un atout majeur pour le développement du pays**

Madagascar détient un potentiel immense en matière de produits de rentes, et plus particulièrement le poivre. Le poivre est très peu consommé sur le marché local malgache, l'essentiel de la production

³⁰ Le commerce au service du développement, Commission européenne, 2008

³¹ www.commerce.gov.mg

est destiné à l'exportation. Madagascar ne produit que près de 2 000T alors que le quota pour notre pays est de 20 000T³².

Les marchés mondiaux représentent ainsi des opportunités de développement économique pour tous, en partant du paysan producteur jusqu'à l'Etat lui-même. Les Américains, les Canadiens, et les Japonais sont les plus gros importateurs de poivre. Le poivre a un avenir certain, et notre pays en tirera de grands bénéfices.

En effet, le poivre n'est pas qu'un condiment gastronomique. Outre ses qualités culinaires, la senteur du poivre entre dans la fabrication de parfums cosmétiques. Mais plus encore que : il a été prouvé scientifiquement que les produits médicamenteux auxquels on a ajouté du poivre ont une efficacité accrue. C'est une raison majeure qui fait sa popularité sur le marché international. Les demandes sont en hausse constante et le prix du poivre, comparé aux autres produits de rente, reste élevé. De ce fait, le poivre peut apporter le développement à la région qui le produit, et ce de manière durable à la condition que l'on soigne convenablement les lianes.

➤ **Le sucre, un potentiel à ne pas sous-estimer**

C'est Ambilobe, 957km d'Antananarivo, qui produit la plus grosse quantité de sucre de Madagascar. Transporter le sucre raffiné sur une telle distance ajoute quelques centaines d'Ariary suffisants pour faire basculer le choix des consommateurs vers le sucre importé. Fort heureusement pour nous, notre sucre (comme notre cacao, notre vanille ou encore notre litchi) est recherché sur le marché international, et plus particulièrement en Europe. Les quelques tonnes que nous exportons nous rapportent des devises, contribuant ainsi à l'amélioration de l'économie malgache.

De plus en plus de paysans se convertissent en planteurs de canne à sucre, pour trois raisons au moins :

- La première production suffit à couvrir toutes les dépenses
- Le labourage n'est nécessaire qu'une fois tous les cinq ans
- Les seules dépenses obligatoires pendant les cinq années du cycle de la canne sont liées à l'entretien de la plantation.

Ainsi, le sucre rapporte plus que le riz, qui exige davantage de soins et de labourage.

³² www.commerce.gov.mg

- **Le Jatropha**

Le Jatropha peut vivre 35 ans. Cette plante du désert est non comestible, mais elle produit une huile aux propriétés comparables à celle du diesel. Ce qui fait de cette plante une alternative de plus en plus intéressante pour résoudre les problèmes liés au pétrole (tant la pollution que le prix). Le biodiesel tiré du Jatropha est beaucoup moins nocif pour la santé vu sa haute teneur en oxygène et le peu de monoxyde de carbone qu'elle renferme. Actuellement, en Afrique, l'huile du Jatropha est utilisée comme combustible, et l'un de ses plus grands avantages est qu'elle rejette de la vapeur d'eau et non du gaz carbonique. Sa production est non seulement lucrative, mais nous permet de préserver notre environnement. Elle représente donc une activité pérenne et plein d'avenir. L'exportation du Jatropha permet ainsi la promotion rurale ou l'amélioration de la vie des paysans travailleurs.

▪ **Avantages liés à l'insertion internationale**

Commerce international, source de gains

Nombreux sont les avantages du commerce international, on peut en citer l'augmentation des Investissements Directs Etrangers (IDE) et la création d'emploi. La création d'une Zone de Libre Échange (ZLE), incite les investisseurs étrangers à investir à l'intérieur de la nation. Depuis 1999, année précédent son accès à la ZLE du COMESA, Madagascar a connu une hausse en volume de capitaux d'origine étrangère investis, dont 84 millions US\$ en 2005³³. L'intégration économique régionale accélère le processus de délocalisation qui est une source de création d'emploi donc d'augmentation de revenu pour les résidents. Plus de 100.000 employés ont été recrutés dans les entreprises franches à Madagascar (BCMINSTAT, 2006).

Un marché plus large

L'intégration économique régionale a permis aux opérateurs malgaches d'avoir accès à un marché plus vaste. Grâce à des marchés proches et librement accessibles, les entreprises exportatrices bénéficient des économies d'échelle qui améliorent leurs compétitivités. Les entreprises franches à Madagascar exportent leurs produits vers leur pays d'origine ou ailleurs.

Un approvisionnement moins coûteux

Grâce à la suppression des taxes douanières, Madagascar peut importer des matières premières ou produits semi-finis à des prix compétitifs du fait que l'emploi de matières moins chères

³³ www.instat.mg

diminue les coûts de production et, par la suite, augmente les marges bénéficiaires ainsi que la performance économique.

Transfert de technologie

Les multinationales présentes, par exemple, dans les zones franches industrielles, induisent les transferts de technologie profitable pour les entreprises locales mais à condition que la technologie apportée s'adapte bien à la réalité et que la technologie se diffuse à l'extérieur de l'entreprise.

Expérience internationale et capacité de négociation

Le marché mondial est un domaine plus vaste, et les pays doivent préalablement se regrouper dans des organisations régionales pour pouvoir le percer. Ainsi lors de négociation au sein des organisations internationales, les pays qui se regroupent, acquièrent, par effet de synergie mais non pas individuellement.

Apports des IDE : Cas des entreprises franches (EF) à Madagascar

Depuis 2002, le nombre des entreprises franches à Madagascar ne cesse de croître, avec une augmentation de 53% en 5 ans, allant de 132 en 2002 à 202 en 2006³⁴. Ces investissements sont surtout destinés dans la branche « textile et confection ». La contribution des EF en termes d'exportation est prépondérante. Depuis 2004, la Chine est devenue le principal fournisseur des EF malgaches, après avoir relégué au second rang la France. En termes d'emploi, le secteur des EF compte 116 000 emplois et la taille moyenne des EF est estimée à 574 salariés en 2006³⁵. Le coût horaire de la main-d'œuvre est évalué à US\$ 0,4³⁶ et constitue un élément de compétitivité pour Madagascar.

En matière de conditions de travail et de situation de l'emploi dans les EF, le niveau d'instruction du personnel est élevé. Le secteur des EF se caractérise relativement par une nette tendance à la sécurisation de l'emploi car 86% des travailleurs sont titulaires d'un contrat de travail. Dans les conditions actuelles, certaines EF optent pour une amélioration de la performance des travailleurs par la formation pour leur meilleur accès aux technologies nouvelles. En général, la technologie informatique utilisée par la quasi-totalité des EF pour les aspects financiers et la gestion du personnel a nécessité un apprentissage continu. Au niveau des chaînes de production, le même système est utilisé mais exige plus d'attention et d'habileté. La maîtrise technologique revêt une importance particulière pour la performance et productivité des entreprises existantes.

³⁴BIT- République de Madagascar, 2007

³⁵BIT- République de Madagascar, 2007

³⁶BIT- République de Madagascar, 2007

Impacts du libre-échange sur le bien-être de la population malgache

Les stratégies d'ouverture sont indispensables pour pouvoir améliorer le niveau de vie de la population. Les accords entretenus par le gouvernement malgache avec les partenaires commerciaux ont facilité les politiques de développement établies par les autorités de l'Etat. Les échanges internationaux font partie des variables explicatives du développement, c'est-à-dire que l'amélioration du niveau de vie de la population dépend de l'intégration régionale ou internationale du pays. Madagascar a une économie ouverte au reste du monde et son développement ainsi que sa croissance dépendent de l'environnement international. Les effets d'entrainement et d'apprentissage rencontrés lors de la participation aux échanges externes que ce soit en matière de biens ou en matière de services permettent à la population de Madagascar de tirer profit de la mondialisation en essayant de servir au mieux les capacités techniques élaborées par les pays industrialisés. Le savoir-faire améliore ainsi la productivité des facteurs du pays et procure des économies d'échelle au pays. Ce sont des économies d'échelle externes au pays qui vont améliorer le niveau de vie de toute la population malgache. Les effets favorables de la spécialisation des producteurs nationaux sont les avantages comparatifs des produits au niveau mondial (cas de la vanille).

Madagascar ne dispose pas de tout ce qui lui est nécessaire pour produire et vivre, il a besoin de matières premières, de technologies que seul le marché extérieur peut fournir. Il y aura une diversification de consommation qui favorise la santé et le mode de vie de la population. Les travailleurs pourraient alors améliorer leur performance au travail, ce qui les incite à augmenter la productivité suite au changement intellectuel acquis. Ces changements permettent de dynamiser les forces productives et d'améliorer par la suite le niveau de vie de la population.

Avec la mondialisation, la transformation des mentalités et des comportements de la population favorise l'accès à toutes les opportunités de développement comme l'alphabétisation des adultes et la scolarisation des enfants même ceux qui se trouvent en milieu rural, ainsi que l'accès à l'eau potable grâce aux infrastructures installés par les pays partenaires à l'échange.

Le processus de délocalisation entraîne une création d'emplois stimulant ainsi une meilleure concentration territoriale ou régionale qui pourrait améliorer le niveau de vie de la population.

Section 4 : Perspectives économiques

La croissance malgache a été faible en 2014 (3 %)³⁷ mais elle devrait se redresser en 2016, grâce à des réformes sur la gouvernance et l'environnement des affaires, et au dynamisme de plusieurs branches dont l'industrie extractive, l'agriculture et le tourisme. Le pays a normalisé sa situation politique à l'issue d'élections présidentielle et législatives, conduisant au lancement d'un plan national de développement. Les tensions liées aux disparités spatiales sont un défi pour les

³⁷ www.africaneconomicoutlook.org

politiques publiques, en termes de développement régional, d'aménagement du territoire et de décentralisation.

L'année 2014 a été décisive dans la résolution de la crise sociopolitique que Madagascar traverse depuis 2009, avec l'élection d'un nouveau président de la République, l'établissement d'une nouvelle Assemblée nationale et la formation d'un nouveau gouvernement, éléments qui ont permis au pays de réintégrer sa place dans le concert des nations.

Toutefois, ces avancées politiques ne se sont pas encore traduites par une amélioration des performances socio-économiques. Ainsi, la croissance économique est restée faible en 2014 (3 % contre 2.4 % en 2013), conséquence des progrès limités en matière de gouvernance, des pénuries d'énergie, des retards dans la mobilisation des financements extérieurs, mais aussi de la faiblesse des ressources internes et de l'investissement privé, liée à la dégradation de l'environnement des affaires.

La croissance a été tirée par les mêmes secteurs d'activité qu'en 2013, principalement les industries extractives, l'agro-industrie, les banques, le transport, l'élevage et la pêche. L'inflation, en moyenne annuelle, est ressortie à 6 %, tirée surtout par les prix de l'énergie et des biens importés. Le déficit budgétaire (base engagement) est estimé à 2 % du produit intérieur brut (PIB), contre 4 % en 2013³⁸. Le déficit du solde courant s'est amélioré, passant de 5.4 % du PIB en 2013 à 2.3 % du PIB en 2014³⁹, une performance due à la bonne tenue des exportations et à la stagnation des importations. La croissance pourrait atteindre 4 % à l'horizon 2016, et contribuer à la réduction de la pauvreté et du chômage, sous l'effet conjugué des progrès des réformes liées à la gouvernance, d'une amélioration de l'environnement des affaires, et du dynamisme des branches telles que les industries extractives, l'agro-industrie, la banque, le transport, le tourisme, les BTP, l'élevage et la pêche.

Conséquence directe d'une faible croissance pendant plusieurs années de crise, des problèmes de gouvernance ainsi que de déficits de capital humain et de services sociaux, les conditions de vie de la majorité de la population se sont détériorées. Avec un taux élevé d'extrême pauvreté (plus de 53 %) et des inégalités régionales, cette problématique représente un défi pour la consolidation de la stabilité et de la réconciliation nationale. La mise en œuvre du programme de réduction de la pauvreté et de relance du développement au moyen de plusieurs outils – la politique générale de

³⁸ www.africaneconomicoutlook.org

³⁹ www.africaneconomicoutlook.org

l'État et le Plan national de développement (PND), le processus des Objectifs de développement durables (ODD) ainsi que les consultations sur l'agenda post-2015 – permettra aux nouvelles autorités de relever ces défis et de placer Madagascar sur le chemin d'un développement plus inclusif et durable.

La géographie économique de Madagascar est caractérisée par une double disparité entre les villes et le milieu rural d'une part, et entre les régions d'autre part, qui se traduit par des opportunités économiques et des dotations inégales en matière d'infrastructures économiques et d'accès aux services sociaux de base. Madagascar n'est donc pas à l'abri de tensions spatiales liées à ces lignes de fracture entre milieu urbain et périphérie. Des politiques publiques ciblant le développement régional, l'aménagement du territoire et la décentralisation ont été adoptées ou sont en cours d'élaboration. Leur mise en œuvre devrait permettre de réduire progressivement cet aspect de la fragilité du pays.

Nous avons pu constater dans cette deuxième partie que Madagascar n'a pas encore pleinement profité des nombreuses perspectives offertes par le commerce. Les retombées positives du commerce extérieur sur la croissance économique du pays sont encore assez moindres.

PARTIE III : ANALYSE DIAGNOSTIQUE ET PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

Bien que la Grande Ile détienne de nombreux atouts et opportunités, Madagascar demeure confronté à des menaces qui risqueraient de le fragiliser dans sa participation aux échanges internationaux. Cette troisième partie analysera les obstacles liés au commerce malgache en vue de rechercher des solutions pour pallier ces problèmes.

Chapitre 1 : Diagnostics interne et externe

Les opérateurs économiques se doivent d'analyser les contextes réels du monde commercial face à l'ouverture de Madagascar au commerce mondial. Nombreux sont les obstacles liés au commerce malgache. Nous allons voir dans ce chapitre les contraintes internes ainsi que les contraintes externes.

Section 1 : Contraintes internes du commerce malgache

- L'accès au marché

La faible capacité entrepreneuriale de la majorité des opérateurs économiques malgaches handicape encore le développement des circuits de commercialisation des produits. Ce sont les entreprises commerciales qui sont favorisées, en jouant le rôle d'intermédiaire : exemple, seuls 1,6%⁴⁰ des artisans malgaches arrivent à exporter leurs produits et les clients ne négocient pas directement avec eux mais ont recours à des intermédiaires.

Les informations sur les marchés font également défaut, de même que la connaissance du comportement et des goûts des clients.

- Le manque de financement

Les paysans malgaches n'ont pas suffisamment d'argent pour pouvoir améliorer leur production et adapter les produits à la norme internationale.

⁴⁰ www.commerce.gov.mg

- Le manque de formation

Des lacunes certaines existent au niveau des techniques de transformation, des normes et de la qualité des produits, du conditionnement, de la créativité et du design, ce qui engendre une faible pénétration sur les marchés. Le manque de formation sur des thèmes transversaux (gestion d'entreprise, information et communication, marketing et techniques de vente) entraîne une difficulté permanente pour accéder aux marchés.

- Une qualité moyenne et un design peu créatif

Il en est de même du design des produits ; les clients recherchent des produits innovants ou nouveaux, or les artisans ont du mal à créer de nouveaux modèles inspirés de leur environnement culturel et naturel et préfèrent reproduire les mêmes objets.

- L'exploitation irrationnelle des matières premières

La surexploitation des matières premières ou leur mauvaise gestion sont actuellement devenues une préoccupation majeure pour le commerce équitable en particulier.

- Structure commerciale

La détérioration permanente des termes de l'échange de Madagascar s'explique notamment par la structure commerciale du pays. Les produits exportés sont en effet principalement des produits bruts ou à faible valeur ajoutée. Les importations quant à elles regroupent les biens d'équipements, les différents intrants et les biens de consommation nécessaires à l'économie, et constituent donc des importations incompressibles.

- Gouvernance favorisant les intérêts de particuliers

« Si une explication doit être retenue pour comprendre la faible performance économique de Madagascar au cours de ces dernières décennies, force est de mettre en avant le manque de gouvernance, favorisant ainsi les intérêts de particuliers, au détriment de l'intérêt général du pays, à travers :

La concentration du pouvoir politique et économique

- Poids grandissant de la Présidence et de l'Exécutif dans le budget et les prises de décisions économiques
- Déconcentration politique freinée par le pouvoir central
- Consolidation du pouvoir économique autour de l'élite financière du pays, nombreux obstacles à l'investissement privé (y compris étranger), et à l'établissement de nouvelles entreprises
- Conflits d'intérêts et ententes entre le pouvoir politique et économique

Le détournement des ressources naturelles et dépendance à l'aide publique au développement

- Commerce illicite de pierres précieuses (Madagascar compterait pour environ 15% et 10%, respectivement, de la production mondiale de saphirs et de rubis, alors que le montant total de la redevance minière ne dépassait pas 125 000 dollars US en 2007), le **traffic de bois précieux**, plantes et la pêche, représentent des pertes importantes pour le budget de l'Etat
- «**Tentation**» de l'aide affaiblit les incitations à recourir aux ressources domestiques, notamment en matière de fiscalité

Le manque de responsabilisation des dirigeants politiques

- Absence de « garde-fous » à l'ampleur de la corruption
- **Dysfonctionnements au sein de l'appareil judiciaire** qui l'empêchent de juger et sanctionner les éventuels abus
- **Manque de contrôles internes et externes de la gestion des fonds publics**, maintien de la culture de l'impunité au sein de l'administration publique et parmi les décideurs politiques

Ces problèmes sont constants et non conjoncturels, et contribuent non seulement à la répétition des crises politiques mais aussi au déclin économique. Si Madagascar s'attaque correctement à ces problèmes profonds de gouvernance, le pays devrait parvenir à inverser la tendance à la baisse de son économie et croître au moins autant que certains pays avoisinants, comme le Sri Lanka ou le Cap Vert, dont le PIB par habitant, comparable à celui de Madagascar en 1960, est aujourd'hui six et dix fois supérieur, respectivement.⁴¹

- Obstacles techniques au commerce

« Le commerce des produits agricoles est perturbé par les « mesures non-tarifaires » qui rendent plus difficile l'accès au marché. L'application de ces mesures non-tarifaires peut avoir des répercussions graves sur les recettes d'exportation, selon l'Organisation des Nations unies pour

⁴¹ MADAGASCAR : Pour un dialogue sur les enjeux du développement, Unité Communication, AFRSC, Banque mondiale-Bureau de Madagascar, sous la supervision d'Erick Rabemanoro, 2013

l'alimentation et l'agriculture (FAO) alors que cela joue un rôle très important dans la protection des consommateurs. Beaucoup d'exportateurs se demandent ainsi si ces mesures jouent leur rôle dans l'amélioration des échanges commerciaux ou bien des rôles pour réduire la concurrence. Pourquoi les autorités locales malgaches n'arrivent pas à prendre des mesures strictes pour ainsi stopper les importations qui pourraient nuire à la santé des consommateurs ?

Dans le cadre de l'amélioration des échanges commerciaux, des mesures nouvelles qui datent de plusieurs années ont été instaurées pour ainsi protéger les consommateurs. Or ces mesures techniques, connues sous le nom de mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) ne sont que des obstacles techniques au commerce, affirment plusieurs opérateurs qui évoluent dans l'exportation des produits agricoles. Même la FAO dans un communiqué, souligne que « la multiplication des mesures non tarifaires (MNT) pourrait constituer un sérieux obstacle à la participation des pays en développement à l'essor du commerce mondial ». Un professionnel explique qu'« avec la baisse des tarifs douaniers, les mesures non tarifaires occupent aujourd'hui le devant de la scène. Appliquées par des pays exportateurs et importateurs, les MNT soulèvent plusieurs difficultés, représentent un coût supplémentaire pour les exportateurs des pays en voie de développement comme Madagascar ». De par les expériences dans le monde, l'application des mesures a été surprenante car des recettes d'exportation ont enregistré de fortes baisses. En 1996 par exemple, l'*« US Department of Agriculture »* (USDA) a estimé que les mesures non tarifaires ont réduit la valeur des exportations américaines de près de 5 milliards de dollars EU. D'après le FAO toujours, une étude de la Banque mondiale rapporte qu'une norme européenne stricte – qui autorise une teneur maximale de 4 ppM d'aflatoxines dans les céréales, les fruits secs et les fruits à coque directement destinés à la consommation humaine – réduirait de 64%, soit de 670 millions de dollars EU, la valeur des exportations africaines correspondantes alors que la norme du Codex Alimentarius est fixée à une teneur maximale bien plus souple de 15 ppM. Par comparaison avec le Codex, on estime que la norme européenne permet de réduire le nombre de décès imputables à des cancers consécutifs à l'ingestion d'aflatoxines par an d'après le communiqué du FAO. D'après les accords de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires et sur les obstacles techniques au commerce, chaque pays est autorisé à se doter de mesures appropriées pour garantir la santé humaine, végétale et animale. Or ces mesures ne sont pas parfois dans le but de protéger la santé humaine mais pour les intérêts des opérateurs où les produits agricoles sont destinés. L'exemple du refoulement des légumes exportés vers l'île de la Réunion en est la preuve. Au mois de mars 2013, un arrêté préfectoral de la direction de l'Alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DAAF) de l'île de la Réunion a interdit l'introduction de trois containers qui représentent environ 60

tonnes de tomates, de courgettes et autres en provenance de Madagascar sous prétexte que ces produits ne remplissent pas les conditions phytosanitaires. Ainsi, beaucoup d'opérateurs économiques malgaches insinuent que le commerce des produits agroalimentaires est souvent soumis à des réglementations qui ne visent pas d'objectifs commerciaux mais à protéger les intérêts des opérateurs économiques de chaque pays où les produits agricoles sont destinés.

Face à cette grande polémique, le vice-président de la Chambre d'agriculture de l'île de la Réunion, Jean-Yves Minatchy explique que « le pilier de l'économie réunionnaise, c'est l'agriculture et que jamais La Réunion n'a été en sous production de tomates ». Des mots dont les opérateurs de la Grande île traduisent comme une peur d'être concurrencer. L'application de ces types de mesures pour garantir ainsi la santé des consommateurs présente en effet des impacts gravissimes à ne pas négliger. Comme le suggère la FAO, les pays en voie de développement devraient prendre une part active à la définition des normes et qu'une aide doit leur être apportée pour leur permettre de s'adapter à des normes de plus en plus rigoureuses. De par ces expériences, beaucoup se demandent pourquoi les autorités locales n'arrivent pas à sortir des décrets interdisant l'importation de produits périmés qui nuisent à la santé des consommateurs. »⁴²

- **Obstacles à l'exportation**

Les barrières au commerce extérieur sont encore multiples et la complexité des procédures à l'exportation fait partie des principaux obstacles pour les opérateurs économiques.

Les longues procédures, les formalités administratives lourdes et variables, figurent parmi les contraintes pénalisantes en matière de délais et de coûts supplémentaires pour les exportateurs. Les dossiers administratifs doivent encore passer au niveau de plusieurs départements avant d'avoir les autorisations nécessaires. Cette longue procédure ne permet pas aux exportateurs de respecter le délai prévu avec leurs partenaires. Les procédures d'exportation durent entre un et quatre jours dans les autres pays alors que cela peut aller jusqu'à trente jours à Madagascar.

Par ailleurs, la forte dévaluation de l'ariary, les textes trop complexes, sont autant de facteurs qui font qu'aujourd'hui, Madagascar ne peut pas encore percer le marché international, cela en dépit du fort potentiel du pays en matière d'exportation

⁴² www.lanation.mg

Section 2 : Menaces au commerce malgache

- Ouverture Restreinte de l'Economie Malgache

Un degré d'ouverture moyen

L'ouverture de l'économie est une option soutenue par le gouvernement malgache pour accéder à une forte croissance économique. La rationalité du choix repose principalement sur la théorie du commerce international qui prône les avantages tirés par les pays qui y sont impliqués. En effet, étant donné la différence des prix autarciques dans chaque pays, l'opportunité des échanges entre les pays rehausse le niveau de satisfaction des consommateurs qui peuvent disposer de plus de choix en matière de biens et services. Les échanges favorisent également le développement d'un secteur productif efficient, grâce aux termes de l'échange sur le marché mondial. Le bien-être de l'ensemble des agents économiques dans les pays engagés dans les échanges commerciaux se trouve alors amélioré. Il ne faut cependant pas perdre de vue le revers d'une grande ouverture de l'économie vers l'extérieur. Le développement de l'économie nationale devient vulnérable aux événements qui surgissent sur le plan international. Cela a été palpable à la suite des crises qui ont touché les économies des pays développés, et dont les plus récentes sont celles apparues vers la fin des années 1990, la crise alimentaire mise en exergue au courant de 2007 et la crise financière au courant de 2008. Les retombées des bouleversements qui accompagnent les économies développées entrant en phase de récession ne se limitent pas à leurs frontières géographiques. Elles s'étendent jusqu'aux autres économies dans le monde, favorisées par les échanges internationaux.

L'économie Malgache se trouve encore à mi-chemin de l'ouverture vers les marchés extérieurs. Mais l'intensité des effets de l'ouverture ne dépend pas uniquement du degré d'ouverture.

La structure des échanges influence également l'orientation des flux de bénéfices retirés des échanges effectués. Dans la majorité des cas, des échanges déséquilibrés favorisent plutôt les partenaires riches aux dépens des pauvres.

Une ouverture tournée vers les importations

Les transactions commerciales malgaches sont plus orientées vers les importations. La domination des importations est renforcée par une nette tendance à leur hausse. De ce fait, l'exploitation des opportunités de nouveaux marchés par les exportateurs malgaches semble

encore limitée. Si, au niveau mondial, l'accroissement moyen de la valeur des exportations est de 2% par an, dans le contexte des échanges avec les pays membres des groupements régionaux, la tendance à la baisse est flagrante avec une réduction moyenne des exportations allant jusqu'à 4% par an. L'interprétation des résultats doit toutefois être nuancée, compte tenu de la dépréciation de la monnaie nationale sur la période de 8% par an. En dernière analyse, les diminutions dans les exportations seraient encore plus importantes en termes réels. Il s'ensuit que le déficit commercial demeure un passage obligé pour l'économie malgache. Depuis la crise socio-économique de 2002, la balance commerciale a continuellement été défaillante. Une politique commerciale appropriée est indispensable pour venir à la rescoufle et permettre la réalisation de l'objectif de croissance économique.

- **Avantages peu robustes face à la rudesse de la concurrence**

D'une manière générale, les avantages des exportations malgaches apparaissent peu résistants. Les avantages comparatifs associés aux groupes de produits exportés par Madagascar semblent fugaces, et de gros efforts méritent d'être déployés pour améliorer la situation.

- **Eventuelles Influences du Taux de Change sur les Avantages Comparatifs des Exportations Malgaches**

Le comportement de la monnaie nationale vis-à-vis des devises utilisées comme monnaie d'échange pourrait avoir de l'influence sur l'ampleur des échanges effectués surtout si l'offre malgache pour un produit donné et la demande extérieure correspondante sont relativement élastiques.

- **Limites du libre échange**

Il est vrai que le commerce international permet d'avoir des avantages comparatifs avec d'autres pays partenaires. Mais l'ouverture de l'économie pourrait avoir des effets néfastes aux pays en développement comme Madagascar. Dans le cas d'un petit pays, comme Madagascar, par exemple, le droit de douane implique une perte nette pour l'économie. Pour Madagascar, le droit de douane minime appliqué par les autorités sur les produits importés est un excellent moyen de réduire le chômage par l'entrée massive des investisseurs étrangers. Le profit des producteurs augmente moins vite que les coûts engendrés par la production. Sauf pour les investisseurs directs étrangers qui ne supportent aucun effet de droit de douane pour

leur production à Madagascar. Le gain des consommateurs diminuent alors suite à l'augmentation des prix des produits importés sur le marché domestique. Par contre, les recettes publiques augmentent mais cela ne contribue pas à financer les dépenses publiques de l'Etat. En tout, le droit de douane appliqué sur l'importation à Madagascar n'améliore que faiblement le bien être national.

Il y a une concurrence aux emplois peu qualifiés à cause de l'égalisation de rémunérations des travailleurs selon la théorie de H.O.S., où l'on ne considère pas la qualification des employés dans les industries étrangères car les mains d'œuvre sont abondantes donc à moindre coût à Madagascar.

Le commerce international entraîne aussi le dumping social et commercial car il existe des produits étrangers qui sont vendus à des prix plus bas pour concurrencer et monopoliser les industries nationales. C'est le cas des produits chinois vendus dans toute l'île à des prix qui sont inférieurs à leur coût de production. Cela diminue davantage le profit des producteurs nationaux mais améliore la satisfaction des consommateurs.

Le libre-échange entraîne aussi l'occidentalisation des modes de vie des classes dominantes qui augmente les importations entraînant ainsi l'augmentation des inégalités et le ralentissement du développement du pays.

La théorie de l'échange inégal est favorisée par l'insertion des PED comme Madagascar dans le commerce international. En effet, les pays développés tirent toujours avantage de leur commerce car ils ne font qu'imposer les lois aux PED qui ne profitent de cette libre-échange que partiellement. C'est le cas de Madagascar pour son commerce avec l'Union Européenne qui domine l'importation de Madagascar.

La concurrence peut aussi entraîner la fermeture des entreprises les moins rentables : ces entreprises ne peuvent pas s'adapter à l'évolution de la demande mondiale. Pour les PED, la concurrence peut entraîner la ruine de leur économie traditionnelle et entraver leur développement. La pénétration sur le marché national de produits étrangers entraîne une compétitivité interne, ce qui diminue la production nationale.

La théorie du libre-échange justifie la domination politique et économique des PD sur les PED (selon les Tiers-mondistes) : le libre-échange n'assure pas toujours le développement harmonieux de tous ceux qui participent à ces échanges, il peut provoquer la détérioration des termes de l'échange pour les PED qui se sont spécialisés dans des productions où le prix a tendance à baisser sur les marchés mondiaux.

Chapitre 2 : Suggestions et recommandations

Face aux problèmes du commerce malgache, des mesures doivent être prises pour qu'il puisse contribuer pleinement au développement économique du pays. Nous verrons dans ce chapitre quelques propositions de solution pour l'amélioration de la situation du commerce malgache.

Section 1 : Promotion des exportations

Les fruits de la politique de libéralisation et d'ouverture extérieur adoptée par Madagascar vers le milieu des années quatre-vingt n'ont pas été vraiment perceptibles qu'à partir du milieu des années quatre-vingt-dix. Depuis, les exportations ont enregistré une tendance globale à la hausse moyennement forte, malgré les crises politiques successives qui ont secoué l'économie du pays.

Néanmoins, l'objectif escompté lors de la conception de cette politique, à savoir une exportation comme moteur de croissance économique, semble loin d'être atteint. En effet, la croissance des exportations n'arrive pas encore à influencer la croissance économique, et ce, par rapport aux évolutions des autres variables composant le PIB.

Pour remédier à ce faible apport des exportations sur la croissance économique, Madagascar devrait continuer la promotion de ses exportations, orientant les investissements vers les industries exportatrices, c'est-à-dire dans la production des produits susceptibles d'être exportés ou dans la recherche de nouveaux marchés extérieurs. Bien que l'instabilité des exportations n'ait pas d'impact significatif sur la croissance économique, cette situation n'est pas soutenable à long terme dans la mesure où le financement du déficit extérieur, suite à la baisse des recettes d'exportations viennent, des partenaires étrangers.

Ainsi, une diversification des produits exportés et/ou des partenaires commerciaux s'imposent, pour pallier la volatilité des prix des produits de base. Madagascar ne devrait plus se contenter de l'exportation de ses produits classiques, mais le pays devrait adapter ses productions aux besoins des marchés extérieurs, en misant sur ses potentialités, jusqu'à maintenant sous-exploitées ou non-exploitées.

L'adhésion de la grande île au sein des différentes organisations régionales, ces dernières années, semble une opportunité pour le pays de réaliser, l'objectif d'une croissance

économique, tirée par l'exportation, en exploitant ses avantages comparatifs et compétitifs par rapport à ses partenaires régionaux.

Toutefois, la connaissance des besoins des marchés extérieurs n'est pas suffisante pour résoudre le problème des exportations à Madagascar. La capacité du pays à offrir des produits à l'exportation semble aussi essentielle du fait que le manque d'investissement dans le secteur de l'exportation entraîne la rigidité de l'offre de produits à exporter, malgré l'amélioration de la compétitivité-prix.

Ainsi, la promotion des exportations devrait être accompagnée par l'amélioration des climats des investissements dans le pays, afin de donner une confiance aux investisseurs, pour que ces derniers puissent orienter ses investissements vers le secteur de l'exportation.

Le pays doit à axer ses efforts sur la base de la robustesse des avantages comparatifs liés aux exportations malgaches. Pour cela, les réflexions peuvent être menées au niveau des groupes et sous-groupes de marchandises dont les avantages comparatifs apparaissent persistants après leur confrontation à ceux des autres pays. Les actions seront canalisées dans le renforcement des capacités des opérateurs économiques qui y sont déjà impliqués ou d'autres opérateurs potentiels qui s'y intéresseront dans le futur. Ainsi, les exportations relatives au grand groupe des produits minéraux semble le plus pourvu d'intérêt. Cependant, les avantages associés aux produits dérivés du bois et ceux des produits d'origine animale méritent également d'être exploités. Au niveau des sous-groupes de marchandises, les exportations des produits et articles en bois, du coton et des objets d'art et pièces de collection méritent l'attention.

A part l'exportation des produits, Madagascar doit actuellement être en mesure d'exporter son expérience, son savoir-faire et ses services à l'extérieur. Cela aura un impact significatif sur le PIB national et pour la rentrée de devises pour le pays.

Partant du constat que la balance commerciale de Madagascar a toujours été déficitaire, ce volet « promotion et développement des exportations » revêt une importance cruciale et devient un projet incontournable nécessitant des efforts permanents et pérennes dans la création d'activités génératrices de revenus en vue de rendre effectifs la réduction de la pauvreté et le développement socioéconomique durable du pays.

Pour l'appui aux exportations, on peut intervenir sur plusieurs volets :

Appui respectivement :

- en information commerciale sur les produits et marchés d'exportation ;
- à la détermination de la stratégie d'exportation/Elaboration d'un cadre légal pour les exportateurs (Loi sur les exportations) ;
- à la professionnalisation de PME exportatrices et associations de la Société civile via la participation à des événements commerciaux régionaux et internationaux pour des produits phares tels que fruits et légumes, artisanat, épices, miel ;
- à de groupements d'artisans dans la recherche de marchés d'exportation ;
- dans la réalisation d'une étude sur la mise en place d'une structure d'appui aux PME/PMI exportatrices ;
- à la promotion de filières porteuses à l'exportation : Artisanat et autres ;
- à l'intégration de Madagascar dans le processus du Cadre Intégré Renforcé (CIR).

Assistance technique liée au commerce :

- Politique et réglementation commerciales
- Politique commerciale et gestion administrative
- Facilitation du commerce
- Négociations commerciales multilatérales
- Education/formation dans le domaine du commerce
- Infrastructure économique liée au commerce :
- Communications (réseau internet : niveau de débit)
- Renforcement de la capacité de production
- Développement du commerce (diversification des exportations)
- Compétitivité et chaîne de valeur

L'objectif global étant l'augmentation durable des exportations des biens et des services, il faut placer la politique commerciale au centre des plans de développement national.

Section 2 : Amélioration du degré d'ouverture de l'économie malgache

« L'ouverture commerciale suffit-elle à réduire la pauvreté ?

Le commerce est un moteur de croissance et de développement, mais il n'entraînera pas une réduction automatique de la pauvreté. Pour réellement réduire la pauvreté, la Commission européenne considère que l'ouverture commerciale doit faire partie intégrante d'un cadre plus large incluant trois éléments fondamentaux :

- une politique intérieure améliorée faite de politiques macroéconomiques solides, de normes élevées en matière de gouvernance économique et sociale et d'investissements efficaces dans les ressources humaines;
- une meilleure ouverture du marché et des règles équilibrées pour les échanges internationaux qui reflètent les intérêts du développement ;
- une coopération au développement et une assistance liée au commerce qui permettent aux pays en développement d'intégrer le volet commercial à leurs stratégies nationales de réduction de la pauvreté.

Ces trois composants doivent être combinés de manière cohérente dans les propres politiques des pays en développement. La Commission estime que la façon la plus efficace de le faire consiste, pour les pays en développement, à élaborer et mettre en œuvre des stratégies d'intégration du commerce dans le cadre de leurs stratégies générales de réduction de la pauvreté ou de développement – en accord avec le Consensus de Monterrey et les principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. »⁴³

La question n'est plus de revenir sur la modeste performance économique de Madagascar, mais plutôt de comprendre pourquoi son décollage économique n'a pu encore se réaliser, et d'en tirer les leçons afin de proposer un agenda de relance. La théorie économique a identifié la quantité et la qualité du capital physique et humain, ainsi que le degré de développement technologique d'un pays, comme les principaux facteurs déclencheurs de la croissance économique. Il est facile de constater les retards qu'exhibe Madagascar en la matière: son indice de développement humain est parmi les plus faibles (145 sur 185), son réseau routier des moins développé au monde, et son taux d'utilisation de l'internet s'élève péniblement à 6 par 1000 habitants. Mais inverser ces tendances ne suffit pas. L'instauration

⁴³ Le commerce au service du développement, Commission européenne, 2008

des principes de bonne gouvernance, et en particulier le renforcement des institutions, sont des conditions requises pour que cette croissance puisse aussi être pérenne.

Ainsi, pour être efficace, un agenda de relance de l'économie doit se focaliser sur les points faibles structurels du pays qui l'enferment dans le piège du sous-développement et se baser sur ses atouts, tout en assurant la mise en place d'un contexte adéquat à la croissance:

Mettre en place les conditions	Exploiter les points forts	Travailler les points faibles
<ul style="list-style-type: none">• Des institutions qui assurent une bonne représentativité, le respect des droits de propriété et une utilisation optimale et transparente des ressources du pays (bonne gouvernance)• L'ouverture économique vers l'extérieur, qui encourage la concurrence et les transferts technologiques et de compétences	<ul style="list-style-type: none">• La diversité environnementale, un atout pour le développement d'activités connexes à haute valeur ajoutée comme le tourisme• Les gisements miniers• L'agriculture, le défi étant d'améliorer la productivité et la question de l'accès à la terre et la sécurisation foncière• La main d'œuvre locale	<ul style="list-style-type: none">• L'isolement et le manque de connectivité• Le retard en matière de développement humain• Les déficits en matière d'énergie et de gestion de l'eau• L'exposition particulière aux risques naturels

Une piste majeure pour une expansion économique réussie, telle qu'illustrée au Chili, à l'Île Maurice ou en Ouganda, réside dans une politique de croissance tournée vers l'exportation. En effet, celle-ci permettrait de compenser le pouvoir d'achat limité de la population locale, tout en créant des emplois. A terme, cette stratégie permettrait d'augmenter le pouvoir d'achat local, conduisant ainsi à un élargissement du marché intérieur et une croissance soutenue.



L'ouverture commerciale de Madagascar, qui est passée de 45% dans les années 90 à pratiquement 80% pendant la période 2005-2008⁴⁴, correspond à une politique volontariste de l'Etat malgache, marquée par une réforme des tarifs et l'élimination de nombreuses barrières non-tarifaires, ainsi qu'à l'adhésion à des traités commerciaux internationaux.

Malgré ces progrès, cette ouverture n'est pas encore optimale, et les marchés exploités sont encore peu diversifiés. En 2008, l'Union Européenne et les Etats-Unis restaient les destinataires de plus de 2/3 des exportations malgaches, alors que les marchés asiatiques et régionaux apparaissaient marginaux en dépit de leur proximité géographique. Malgré la rude concurrence régionale, la marge de progression reste grande pour Madagascar : ses échanges avec l'Afrique du sud et l'Inde ne dépassent pas 5,3 % de son commerce international, alors que le PIB de ces deux pays est respectivement 50 et 160 fois supérieur à celui de Madagascar.

Il en est de même pour la concentration manifeste des exportations malgaches: sur 875 catégories d'exportations, les 3 premiers produits (le textile, les crevettes et la vanille) constituaient 44 % du total d'exportation en valeur et les 10 premiers produits d'exportation représentaient 71 % du total en 2008⁴⁵. Le développement des grands projets miniers va modifier ce panorama, mais cette double concentration des exportations autour de quelques produits sur peu de marchés souligne la vulnérabilité des exportations malgaches aux chocs externes.

L'ouverture économique et la promotion des exportations exigent un effort simultané et conséquent sur la qualité du climat des affaires, afin de permettre aux entreprises implantées à Madagascar de devenir compétitives au niveau international. La réduction des coûts logistiques, liés au transport domestique, aux procédures douanières, et aux activités de transitaires, permettrait de faciliter l'accès aux marchés internationaux. De plus, étant donné la part importante des produits alimentaires dans l'exportation malgache, il s'avère primordial d'encourager la diffusion et l'adoption de normes de qualité et d'hygiène. L'établissement d'une Agence de promotion des exportations permettrait également d'aider les entreprises locales à améliorer leur accès à l'information sur les marchés internationaux et de développer leurs réseaux d'acheteurs.

⁴⁴ www.trademap.org

⁴⁵ www.trademap.org

- Protectionnisme éducateur de Friedrich List⁴⁶

Par rapport à toutes limites engendrées par le commerce international à Madagascar, la stratégie de développement axée sur l'industrialisation tournée vers l'exportation n'est toujours pas bénéfique au bien-être national. Il faut donc passer par le protectionnisme éducateur de List. Son raisonnement est le suivant : comme toutes les spécialisations ne se valent pas, comme il vaut mieux fabriquer des produits manufacturés modernes que des produits primaires, le pays doit fermer ses frontières à ces produits modernes pour permettre la naissance et le développement des jeunes industries (ou “ industries dans l'enfance ”, comme dit List). Une entreprise qui lance une nouvelle production supporte dans cette phase de lancement des coûts très élevé (coûts d'apprentissages...), cette entreprise ne pourra pas lutter contre les entreprises qui produisent le même type de bien et depuis plus longtemps qu'elle. List considère que les concurrents sont tous des étrangers, il est donc favorable à la prise de mesures protectionnistes, provisoire, qui a pour but de permettre à cette entreprise de se développer à l'abri de la concurrence étrangère. On parle ici de protectionnisme offensif. Lorsque l'entreprise parvient à maîtriser ses coûts et qu'elle est devenue compétitive, List est favorable au libre-échange. En effet, si on n'établissait pas de protectionnisme, les produits étrangers modernes arriveraient en masse dans le pays, à un prix bas du fait de l'expérience et des économies d'échelle réalisées par les entreprises étrangères. Résultat : les entreprises du pays ne pourraient pas rivaliser et devenir compétitives car, au début de la production, les coûts sont toujours élevés, et finalement, les industries modernes ne se développeraient jamais dans le pays. Les pays les moins avancés (PMA) comme Madagascar ne doivent pas mettre le libre échange en application pour l'ensemble des branches mais seulement dans les branches où ils n'ont pas d'entreprises naissantes à protéger. Cependant, le protectionnisme doit n'être que provisoire car il tend à augmenter les prix : à l'abri des frontières, les producteurs ne sont pas soumis à la concurrence internationale et pratiquent des prix supérieurs aux prix mondiaux. Ainsi la stratégie de l'industrialisation par substitution aux importations est nécessaire avant d'ouvrir totalement l'économie malgache.

Cette troisième partie nous a permis d'apercevoir que les principaux obstacles au développement des échanges sont non seulement dus à des contraintes internes mais aussi à l'environnement international. Néanmoins, des solutions peuvent être avancées se basant surtout sur la promotion de l'exportation ainsi que sur l'amélioration du degré d'ouverture de l'économie malgache.

⁴⁶ Economiste allemand (1789-1846) renommé pour le protectionnisme éducateur au sein du commerce international

Conclusion

Madagascar est un pays à fort potentiel humain et naturel : ses ressources minières et halieutiques, sa diversité environnementale exceptionnelle et la beauté de ses paysages qui sont autant d'atouts pour l'industrie touristique; ses terres fertiles et son climat favorable à l'agriculture ; ainsi que sa main d'œuvre compétitive, qui a déjà fait ses preuves dans des secteurs manufacturiers tels que le textile ; ne sont que quelques ingrédients d'une possible croissance. Malgré ces avantages comparatifs, les indicateurs socio-économiques concernant Madagascar sont en déclin, et cela depuis plusieurs décennies. La crise qui perdure depuis 2009 n'a fait qu'aggraver une pauvreté déjà profonde avant cette date.

Derrière les indicateurs macroéconomiques, ce sont des vies d'êtres humains qui sont atteintes. Ce sont des millions de personnes qui plongent dans une pauvreté à laquelle il leur sera difficile d'échapper, et qui présentent le risque de la transmettre en héritage à leurs propres enfants. Il existe pourtant des solutions concrètes pour améliorer la performance économique de Madagascar et le quotidien de sa population. L'agriculture, la production et surtout la recherche des marchés internationaux sont les garants du développement économique de Madagascar. Les efforts de production sont méritoires, cependant, ces efforts doivent se conjuguer avec le commerce pour que chacun puisse véritablement en bénéficier. Ce développement économique ne pourra cependant se réaliser sans les infrastructures nécessaires pour que les produits atteignent marchés. Harmoniser le travail des paysans producteurs et des opérateurs économiques est donc d'une impérieuse nécessité.

Le commerce est un instrument indispensable aux pays en développement pour atteindre les objectifs du millénaire pour le développement. En favorisant l'investissement et l'emploi, des échanges commerciaux accrus peuvent faire progresser les revenus des habitants de ces pays et améliorer leurs moyens de subsistance et leur accès à des services essentiels. En apportant aux pays en développement une base de recettes fiscales plus large, l'accroissement des échanges commerciaux peut permettre d'augmenter la fourniture de services sociaux. Dans la mesure où la promotion de l'exportation est un facteur clé permettant au pays de se faire une place dans l'économie mondiale, le commerce doit être un pilier de développement pour Madagascar.

Bibliographie

Ouvrages

Ouvrages généraux

- GUILLOCHON (B.), KAZECKI (A.), 2003, Economie internationale, Commerce et Macroéconomie, Dunod, 4ème édition
- KRUGMAN P., OBSTFELD M., et al., 2006, Economie internationale, 7ème édition Pearson Education France, Paris

Ouvrages spécifiques

- LOVE P., LATTIMORE R., 2009, Le commerce international Libre, équitable et ouvert ?, éd. OCDE
- Commission Européenne, 2008, Le commerce au service du développement
- BAIROCH P., 1976, *Commerce extérieur et développement économique de l'Europe au XIXesiècle*, La découverte, Paris
- HELPMAN E., KRUGMAN P., 1985, *Market Structure and Foreign Trade: IncreasingReturns, Imperfect Competition and the International Economy*, Cambridge, Massachusetts, MIT Press
- HIRSCHMAN A. O., 1984, « Grandeur et décadence de l'économie du développement », in *L'économie comme science morale et politique*, Le Seuil, Paris
- LINDER S. B., 1961, *An Essay on Trade and Transformation*, John Wiley and Sons, New York
- OHLIN B., 1933, *Interregional and international trade*, Cambridge
- RICARDO D., 1817, *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, éd. GarnierFlammarion, 1992
- SMITH A., 1776, Recherche sur la nature et les causes de la Richesse des Nations, éd. Economica, reéd. 2000, 2 volumes
- VERNON R., 1970, *The Technology Factor in International Trade*, N.B.E.R., New York
- LIST F., 1840, *Système national d'économie politique*, éd Gallimard, 1998

Dictionnaire

- Bezbakh P. et Gherardi S. , 2003, Dictionnaire de l'Economie, éd. Larousse, Paris

Revues et rapports

- Organisation des Nations Unies, 2005, AIDE pour le COMMERCE et le DEVELOPPEMENT HUMAIN Guide d'évaluation des besoins en matière d'aide pour le commerce
- Michèle Saint Marc, 1967, Revue économique
- Unité Communication, AFRSC , Banque Mondiale- Bureau de Madagascar, sous la supervision d' Erick Rabemananoro, 2013, MADAGASCAR, Pour un dialogue sur les enjeux du développement
- CREAM et Focus Groupe (2005). "Les Facteurs Culturels du Climat d'Investissement à Madagascar." Cahier de Recherches en Analyse Economique. N°08/2006. The African Capacity Building Foundation. Septembre
- N'Zué FF, 2003 ; Le Rôle des Exportations dans le Processus de Croissance Economique de la Côte d'Ivoire : Ses implications pour des Stratégies de créations d'Emplois Durables, *AfricanDevelopmentReview*.Akilou AMADOU, 2009, Analyse des effets des exportations sur la croissance économique duTogo. Revue Africaine de l'Intégration. Vol 3 No 2, Octobre 2009
- BIT- 2007,République de Madagascar

Webographie

- www.trademap.org (12/12/15)
- www.commerce.gov.mg (04/12/15)
- www.journaldunet.mg (04/12/15)
- www.instat.mg (04/12/15)
- www.africaneconomicoutlook.org (12/12/15)
- www.lanation.mg (12/12/15)
- www.wikipédia.org (04/12/15)

Tables des matières

REMERCIEMENTS	i
GLOSSAIRE.....	ii
LISTE DES TABLEAUX.....	iii
LISTE DES FIGURES	iii
SOMMAIRE	iv
INTRODUCTION.....	1
Partie I : Cadrage théorique de l'étude	3
Chapitre 1 : Généralités sur le commerce	3
Section 1 : Eléments de définitions	3
Section 2 : Historique du commerce	3
Section 3 : Les principales théories du commerce international	5
Section 4 : Commerce et mondialisation.....	11
Chapitre 2 : Commerce et économie.....	12
Section 1 : Eléments de définitions	12
Section 2 : Incidences du commerce sur la croissance économique d'un pays	12
Partie II : APPORTS DU COMMERCE A L'ECONOMIE MALGACHE	17
Chapitre 1 : Enjeux du commerce à Madagascar.....	17
Section 1 : Structure du commerce	17
Section 2 : Compétitivité et Avantage comparatif	25
Chapitre 2 : Caractéristiques de l'économie malgache	26
Section 1 : Contexte économique et commercial à Madagascar	26
Section 2 : Climat d'investissement à Madagascar	30
Section 3 : Aperçu des relations entre croissance économique et commerce à Madagascar.....	32

Section 4 : Perspectives économiques.....	38
PARTIE III : ANALYSE DIAGNOSTIQUE ET PROPOSITIONS DE SOLUTIONS	41
Chapitre 1 : Diagnostics interne et externe	41
Section 1 : Contraintes internes du commerce malgache.....	41
Section 2 : Menaces au commerce malgache	46
Chapitre 2 : Suggestions et recommandations	49
Section 1 : Promotion des exportations.....	49
Section 2 : Amélioration du degré d'ouverture de l'économie malgache.....	52
Conclusion.....	56
Bibliographie	57
Tables des matières	59
ANNEXES	iv

ANNEXES

Liste des produits exportés par Madagascar

Sources : Calculs du CCI sur la base des statistiques de Direction Générale des Douanes de Madagascar depuis janvier 2015.

Calculs du CCI sur la base des statistiques de UN COMTRADE jusqu'à janvier 2015.

Unité : milliers Dollar Américain

TOTAL	Tous produits confondus	1 259 68	1 224 51	1 626 88	2 243 19	1 955 17
'75	Nickel et ouvrages en nickel	0	59 359	321 304	602 855	523 276
'09	Cafe, the, mate et epices	186 422	191 738	152 454	264 537	369 009
'62	Vetements et accessoires du vetement,autres qu'en bonneterie	145 665	149 780	190 583	245 492	191 965
'61	Vetements et accessoires du vetement, en bonneterie	143 179	152 352	180 673	213 488	189 501
'81	Autres metaux communs; cermets; ouvrages en ces matieres	0	10 169	46 872	87 512	88 979
'03	Poissons et crustaces,mollusques et autres invertebres aquatiques	84 510	73 623	90 019	109 977	83 653
'26	Minerais, scories et cendres	108 231	136 124	105 524	97 538	68 500
'27	Combustibles mineraux,huiles minerales,produits de leur distillation	80 751	82 591	72 247	84 404	44 183
'07	Legumes, plantes, racines et tubercules alimentaires	20 220	24 121	28 170	41 430	38 635
'16	Preparations de viandes,de poissons/crustaces/mollusques,etc	39 764	38 551	44 105	49 839	33 917
'71	Perles fines ou de culture, pierres gemmes ou similaires,	28 792	25 536	22 767	26 300	26 027
'33	Huiles essentielles et resinoïdes;produits de parfumerie/de toilette	37 750	14 984	27 145	39 492	24 250
'18	Cacao et ses preparations	13 740	9 767	14 232	21 442	22 285
'31	Engrais	54	1 876	11 931	14 790	20 617
'84	Machines, reacteursnucleaires, chaudières, appareils et engins	43 249	12 447	17 224	17 007	17 955
'20	Preparations de legumes, de fruits ou d'autres parties de plantes	11 644	13 583	20 484	19 369	16 698
'08	Fruits comestibles; ecorces d'agrumes ou de melons	10 908	12 808	7 265	17 040	15 923
'25	Sel; soufre; terres et pierres; plâtres, chaux et ciments	8 969	11 964	13 346	14 701	14 212
'91	Horlogerie	6 582	8 474	10 687	13 410	11 886
'13	Gommes, resines et autres sucs et extraits vegetaux	2 383	4 614	7 382	5 341	11 124
'17	Sucres et sucreries	13 383	13 085	33 982	12 160	9 933
'52	Coton	30 799	21 275	28 681	51 763	8 935
'12	Graines et fruits	3 108	8 703	7 984	10 283	8 357

	oleagineux;graines,semences,fruitsdivers;paille s...					
'99	Transactions spéciales commerciales.	7 006	5 894	3 986	20 033	7 948
'56	Ouates,feutres et nontisses;filsspeciaux;ficolles,cordes etc..	7 891	8 870	9 650	8 953	7 021
'53	Autres fibres text.vegetales;fils de papier,tissus de fils de papier	4 614	6 162	6 388	7 554	6 527
'46	Ouvrages de sparterie ou de vannerie	6 578	5 862	5 649	7 423	6 123
'41	Peaux (autres que les pelleteries) et cuirs	4 305	5 095	6 263	8 573	6 094
'44	Bois, charbon de bois et ouvrages en bois	6 670	4 879	5 645	7 662	5 878
'48	Papiers et cartons;ouvrages en pate de cellulose,en papier/en carton	8 736	8 200	10 425	10 599	5 513
'21	Preparations alimentaires diverses	1 415	1 519	1 528	2 321	5 410
'42	Ouvrages en cuir;articles de bourrellerie/sellerie;articles de voyage	20 253	18 826	13 130	5 269	4 776
'29	Produits chimiques organiques	189	539	2 960	2 536	4 532
'63	Autres articles textiles confectionnes;	3 043	4 268	4 550	5 911	4 458
'85	Machines,appareils et materielselectriques,leursparties,etc	7 271	4 440	4 908	5 896	4 227
'90	Instruments et appareils d'optique,de photographie etc.	6 000	5 029	3 874	5 302	3 775
'86	Vehicules et materiel pour voies ferrees/similaires etc.	591	1 102	1 297	2 024	3 639
'58	Tissus speciaux;surfaces textiles touffetees;dentelles;tapisseries..	3 082	2 660	3 982	4 239	3 300
'95	Jouets, jeux, articles pour divertissements/pour sports;etc	2 467	2 760	1 868	3 464	3 186
'14	Matieres a tresser et autres produits d'origine vegetale ,ndca	3 165	2 748	3 310	4 126	2 905
'88	Navigation aerienne ou spatiale	55 989	1 852	40 011	5 056	2 701
'74	Cuivre et ouvrages en cuivre	1 866	1 827	73	1 426	2 496
'22	Boissons, liquides alcooliques et vinaigres	2 994	4 885	7 704	10 341	2 471
'65	Coiffures et parties de coiffures	1 548	1 834	2 112	2 597	2 197
'73	Ouvrages en fonte, fer ou acier	10 952	4 582	2 186	2 401	2 117
'96	Ouvrages divers	2 703	2 291	1 788	2 620	2 077
'02	Viandes et abats comestibles	1	0	48	2 279	2 035
'28	Produits chimiques inorganiques;composes inorg./organ.de metauxprec.	352	173	501	4 443	1 833
'39	Matieres plastiques et ouvrages en ces matieres	3 904	4 066	4 314	6 037	1 439
'87	Voitures automob.,tracteurs,cycles et autres vehicules, etc.	14 673	2 846	1 786	2 807	1 225
'76	Aluminium et ouvrages en aluminium	273	192	412	459	1 214
'24	Tabacs et succedanes de tabac fabriques	778	2 379	1 601	2 148	945
'15	Graisses,huiles animales/vegetales;produits de leur dissociation...	1 371	1 046	735	1 369	836
'10	Cereales	816	1 495	266	453	541
'04	Lait et produits de la laiterie;oeufs d'oiseaux;miel naturel...	119	422	235	278	460
'06	Plantes vivantes et produits de la floriculture	59	104	112	285	395
'50	Soie	98	198	54	128	395
'82	Outils,articles de coutellerie etc.enmetaux communs	247	263	168	126	343
'40	Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc	1 173	737	555	232	314
'47	Pates de bois ou d'autres matieres fibreuses cellulosiques;	172	197	289	337	302
'94	Meubles;mobiliermedico-chirurgical;articles de literie,etc.	4 955	708	276	386	298
'05	Autres produits d'origine animale, non denommes ni compris ailleurs	315	356	469	362	288

'72	Fonte, fer et acier	16 384	12 246	193	2 136	268
'01	Animaux vivants	211	550	137	334	261
'19	Preparations a base de cereales,farines,amidons,fecules,lait;patisser.	254	104	180	335	261
'83	Ouvrages divers en metaux communs	744	1 363	857	2 018	246
'89	Navigation maritime ou fluviale	466	302	281	141	211
'23	Residus,dechets des industries alimentaires;aliments pour animaux	2 084	2 159	396	277	195
'97	Objets d'art, de collection ou d'antiquite	556	212	284	257	183
'64	Chaussures, guetres etc., parties de ces objets	59	93	159	48	173
'51	Laine, poils fins ou grossiers; fils et tissus de crin	302	739	632	91	169
'55	Fibres synthetiques ou artificielles discontinues	225	269	288	345	156
'60	Etoffes de bonneterie	27	210	1 000	299	156
'69	Produits ceramiques	48	15	32	9	156
'68	Ouvrages en pierres,platre,ciment,etc. ou matieres analogues	446	140	136	121	144
'30	Produits pharmaceutiques	97	114	22	46	123
'38	Produits divers des industries chimiques	361	282	559	424	119
'70	Verre et ouvrages en verre	52	38	31	47	60
'32	Extraits tannants ou tinctoriaux;tanins et leurs derives;pigments,etc	505	483	267	545	60
'11	Produits de la minoterie;malt;amidons,fecules,inuline...	66	86	97	70	46
'54	Filaments synthetiques ou artificiels	925	891	698	225	35
'34	Savons,agents de surface organiques,preparations pour lessives,cires..	335	109	94	123	29
'92	Instruments de musique;parties,accessoires de ces instrum.	24	37	37	38	24
'49	Produits de l'édition,de la presse/des autres industries graphiques	16 258	4 939	10 028	16 449	19
'66	Parapluies,etc., cannes,cannes-sieges, fouets, cravaches	32	70	30	15	16
'57	Tapis et autres revetements de sols en matieres textiles	19	11	33	9	6
'67	Plumes et duvet appretes et articles en plumes/en duvet,etc	9	1	4	4	4
'59	Tissus impregnés,enduits,recouverts...;art.techniques en mat.textiles	69	31	73	15	2
'45	Liege et ouvrages en liege	0	0	0	0	0
'43	Pelleteries et fourrures; pelleteries factices	0	0	0	0	0
'35	Matieres albuminoides;produits a base d'amidons/fecules modif.;colles	47	32	104	33	0
'36	Poudres et explosifs; articles de pyrotechnie; allumettes; alliages	8	51	19	0	0
'37	Produits photographiques ou cinematographiques	133	12	1	19	0
'93	Armes, munitions et leurs parties et accessoires	6	52	0	0	0
'78	Plomb et ouvrages en plomb	139	0	36	9	0
'79	Zinc et ouvrages en zinc	53	37	10	76	0
'80	Etain et ouvrages en etain	2	8	0	7	0

Liste des produits importés par Madagascar

Sources : Calculs du CCI sur la base des statistiques de Direction Générale des Douanes de Madagascar depuis janvier 2015.

Calculs du CCI sur la base des statistiques de UN COMTRADE jusqu'à janvier 2015.

Unité : milliers Dollar Américain

TOTAL	Tous produits confondus	2 730 46	2 658 98	2 699 41	3 354 79	2 729 14
'27	Combustibles mineraux,huilesminerales,produits de leur distillation	609 976	615 977	639 483	735 142	471 837
'84	Machines, reacteursnucleaires, chaudières, appareils et engins	224 138	205 383	196 827	249 487	221 675
'85	Machines,appareils et materielselectriques,leursparties,etc	150 848	127 412	96 286	158 625	157 205
'25	Sel; soufre; terres et pierres; plâtres, chaux et ciments	41 567	63 919	116 015	154 043	152 545
'87	Voitures automob.,tracteurs,cycles et autres vehicules, etc.	155 541	193 498	141 700	178 708	140 396
'51	Laine, poils fins ou grossiers; fils et tissus de crin	93 709	87 353	108 390	126 243	106 004
'10	Cereales	99 566	94 587	155 908	168 231	99 936
'39	Matieres plastiques et ouvrages en ces matieres	78 739	78 713	77 196	103 993	93 699
'30	Produits pharmaceutiques	64 262	83 816	77 265	104 279	93 428
'52	Coton	81 641	65 984	89 963	112 157	76 379
'72	Fonte, fer et acier	64 074	56 694	53 957	86 659	67 333
'48	Papiers et cartons;ouvrages en pate de cellulose,en papier/en carton	47 390	41 021	43 824	61 378	63 366
'15	Graisses,huiles animales/vegetales;produits de leur dissociation...	86 247	57 861	51 930	65 843	62 392
'63	Autres articles textiles confectionnes;	32 508	48 302	47 514	48 271	61 682
'11	Produits de la minoterie;malt;amidons,fecules,inuline...	62 360	59 501	55 204	63 183	56 356
'17	Sucres et sucreries	83 911	61 232	57 949	73 480	46 174
'73	Ouvrages en fonte, fer ou acier	89 843	58 418	38 135	58 240	43 261
'28	Produits chimiques inorganiques;composes inorg./organ.de metauxprec.	18 247	19 093	26 888	33 522	40 708
'60	Etoffes de bonneterie	22 892	24 872	27 538	42 995	38 400
'38	Produits divers des industries chimiques	36 680	41 284	46 716	49 366	35 069
'88	Navigation aerienne ou spatiale	6 053	4 329	5 048	6 809	34 113
'50	Soie	36 506	35 283	32 251	42 382	32 533
'40	Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc	29 833	34 738	33 080	33 872	29 070
'19	Preparations a base de cereales,farines,amidons,fecules,lait;patisser.	24 720	24 842	21 937	32 537	27 497
'49	Produits de l'édition,de la presse/des autres industries graphiques	32 856	24 785	27 440	40 623	26 526
'55	Fibres synthetiques ou artificielles discontinues	14 966	15 080	20 308	22 332	25 727
'22	Boissons, liquides alcooliques et vinaigres	17 472	17 853	15 930	24 801	23 625
'90	Instruments et appareils d'optique,dephotographie etc.	25 056	30 246	25 474	32 086	22 469
'23	Residus,dechets des industries	26 110	26 390	30 943	32 483	21 390

alimentaires;aliments pour animaux						
'34	Savons,agents de surface organiques,preparations pour lessives,cires..	19 051	18 288	12 336	19 367	20 853
'96	Ouvrages divers	11 907	16 010	17 808	21 914	20 813
'54	Filaments synthetiques ou artificiels	17 652	18 693	19 583	23 214	20 767
'70	Verre et ouvrages en verre	13 710	18 427	13 411	16 554	19 086
'03	Poissons et crustaces,mollusques et autres invertébrés aquatiques	38 082	31 627	38 968	31 429	18 244
'33	Huiles essentielles et resinoïdes;produits de parfumerie/de toilette	16 061	16 446	13 622	18 283	17 622
'04	Lait et produits de la laiterie;oeufs d'oiseaux;miel naturel...	15 523	14 209	9 607	14 810	14 639
'94	Meubles;mobiliermedico-chirurgical;articles de literie,etc.	15 043	13 240	12 039	17 988	14 386
'69	Produits ceramiques	13 591	10 115	9 077	20 997	13 879
'58	Tissus speciaux;surfaces textiles touffetees;dentelles;tapisseries..	9 078	9 449	10 663	12 568	12 928
'83	Ouvrages divers en metaux communs	13 265	12 471	9 898	14 943	12 909
'31	Engrais	14 957	19 679	23 174	27 725	12 531
'32	Extraits tannants ou tinctoriaux;tanins et leurs derives;pigments,etc	9 567	10 175	9 462	13 424	12 123
'76	Aluminium et ouvrages en aluminium	8 783	7 698	7 230	10 191	10 456
'29	Produits chimiques organiques	9 016	9 515	9 837	9 271	10 195
'42	Ouvrages en cuir;articles de bourrellerie/sellerie;articles de voyage	6 226	8 751	4 407	6 054	8 669
'21	Preparations alimentaires diverses	7 851	6 318	6 402	8 919	8 432
'99	Transactions spéciales commerciales.	7 058	10 911	4 217	5 199	7 811
'82	Outils,articles de coutellerie etc.enmetaux communs	8 209	17 044	17 572	14 344	6 792
'86	Vehicules et materiel pour voies ferrees/similaires etc.	13 290	2 746	2 380	4 369	6 760
'64	Chaussures, guetres etc., parties de ces objets	5 359	4 138	3 394	5 413	6 605
'59	Tissus impregnés,enduits,recouverts...;art.techniques en mat.textiles	2 943	4 048	5 155	7 082	6 246
'56	Ouates,feutres et nontisses;filsspeciaux;ficelles,cordes etc..	4 319	8 209	7 615	5 136	6 161
'62	Vetements et accessoires du vetement,autres qu'en bonneterie	6 221	4 435	5 057	7 555	6 107
'20	Preparations de legumes, de fruits ou d'autres parties de plantes	3 927	4 065	4 031	5 745	5 835
'61	Vetements et accessoires du vetement, en bonneterie	3 066	4 711	9 717	3 705	5 181
'95	Jouets, jeux, articles pour divertissements/pour sports;etc	3 714	4 696	3 295	6 479	5 145
'91	Horlogerie	4 324	5 012	4 771	5 338	4 903
'44	Bois, charbon de bois et ouvrages en bois	2 578	3 090	2 644	4 258	4 403
'41	Peaux (autres que les pelleteries) et cuirs	6 516	6 318	4 476	3 856	4 330
'35	Matieresalbuminoides;produitsa base d'amidon/feculesmodif.;colles	3 331	2 879	2 941	3 673	3 522
'68	Ouvrages en pierres,platre,ciment,etc. ou matieres analogues	4 945	4 623	4 226	5 730	3 472
'24	Tabacs et succedanes de tabac fabriques	4 840	4 543	3 391	2 456	2 205
'89	Navigation maritime ou fluviale	17 257	2 027	2 484	781	2 120
'18	Cacao et ses preparations	2 412	2 476	1 981	2 997	1 945
'53	Autres fibres text.vegetales;fils de papier,tissus de fils de papier	1 832	1 386	1 959	1 918	1 838
'12	Graines et fruits oleagineux;graines,semences,fruitsdivers;paille s...	1 616	1 653	1 812	3 025	1 799

'08	Fruits comestibles; ecorces d'agrumes ou de melons	805	1 069	1 019	1 466	1 469
'07	Legumes, plantes, racines et tubercules alimentaires	3 093	2 830	2 792	3 886	1 406
'05	Autres produits d'origine animale, non denommes ni compris ailleurs	1 209	1 251	848	1 272	1 362
'01	Animaux vivants	1 853	2 788	1 050	1 134	1 163
'74	Cuivre et ouvrages en cuivre	1 421	1 432	1 222	1 639	1 130
'16	Preparations de viandes,de poissons/crustaces/mollusques,etc	1 535	1 314	1 207	1 204	1 032
'75	Nickel et ouvrages en nickel	4 663	163	419	2 596	1 013
'81	Autres metaux communs; cermets; ouvrages en ces matieres	138	225	560	1 163	899
'65	Coiffures et parties de coiffures	693	497	483	838	897
'36	Poudres et explosifs; articles de pyrotechnie; allumettes; alliages	1 378	1 999	596	1 189	841
'13	Gommes, resines et autres sucs et extraits vegetaux	572	533	956	431	634
'37	Produits photographiques ou cinematographiques	1 123	849	777	1 239	587
'66	Parapluies,etc., cannes,cannes-sieges, fouets, cravaches	439	312	545	420	543
'67	Plumes et duvet appretes et articles en plumes/en duvet,etc	347	237	343	286	535
'09	Cafe, the, mate et epices	440	1 410	2 344	2 162	507
'92	Instruments de musique;parties,accessoires de ces instrum.	419	333	302	460	407
'71	Perles fines ou de culture, pierres gemmes ou similaires,	516	464	669	1 267	367
'57	Tapis et autres revetements de sols en matieres textiles	321	843	428	705	347
'93	Armes, munitions et leurs parties et accessoires	284	409	93	871	293
'06	Plantes vivantes et produits de la floriculture	20	41	63	163	251
'79	Zinc et ouvrages en zinc	478	133	106	243	237
'02	Viandes et abats comestibles	3 019	128	132	223	225
'47	Pates de bois ou d'autres matieres fibreuses cellulosiques;	260	549	124	262	162
'26	Minerais, scories et cendres	98	192	209	918	106
'97	Objets d'art, de collection ou d'antiquite	160	62	88	111	101
'78	Plomb et ouvrages en plomb	198	143	96	15	32
'45	Liege et ouvrages en liege	63	23	38	21	25
'46	Ouvrages de sparterie ou de vannerie	50	26	55	28	25
'43	Pelleteries et fourrures; pelleteries factices	3	17	17	7	19
'80	Etain et ouvrages en etain	29	19	17	62	17
'14	Matieres a tresser et autres produits d'origine vegetale ,ndca	12	114	77	40	6

Auteur : RAKOTOARIVELO Olinaina Hantsoa

Titre : Contributions du commerce à l'économie d'un pays : cas de Madagascar

Nombre de pages : 60

Tableaux : 09

Figures : 04

Adresse de l'auteur : Lot Près VM 9ter Androndrakely

Résumé

Un rappel historique des principales théories du commerce amorce la Contribution du commerce à l'économie de Madagascar. Le commerce offre, en effet, des perspectives inouïes aux pays qui échangent d'où l'importance de l'insertion internationale pour les pays en voie de développement. Leurs stratégies de développement se concentrent surtout à l'ouverture de l'économie au marché mondial. Madagascar cherche à tirer profit du commerce pour assurer sa croissance économique, ce qui explique son option pour la stratégie de croissance tirée par les exportations. Se faire une place dans l'économie mondiale est une gageure pour les pays en voie de développement face entre autres à des défis tels que la compétitivité et le libre-échange devenu incontournable.

Mots clés : Commerce, Insertion internationale des PED, Croissance économique, Stratégie de croissance, Marché mondial, Libre échange, Compétitivité

Encadreur: Madame Lalao RAJAOSON